

DEUX POIDS DEUX MESURES

commerce, globalisation, et lutte contre la pauvreté

 **POUR UN
COMMERCE
ÉQUITABLE**


Oxfam

© Oxfam 2002

Pour un commerce équitable

En écrivant ce rapport, Oxfam veut démontrer à quel point le changement est nécessaire. Nous sommes également déterminés à œuvrer afin que ce changement devienne réalité. C'est pourquoi nous avons lancé la campagne Oxfam sur le commerce international intitulée "Pour un commerce équitable". Il nous semble évident qu'un véritable changement ne peut voir le jour sans l'implication d'une large proportion de la population, tant dans les pays riches que dans les pays pauvres. Nous souhaitons donc travailler en collaboration avec les organisations et individus du monde entier qui luttent déjà pour que le commerce constitue un réel levier dans la lutte contre la pauvreté. Ensemble, nous serons à même de générer un élan similaire à celui qui a réussi à mettre un terme à l'apartheid, à abolir l'utilisation des mines antipersonnel, et à réduire de façon considérable la dette du Tiers-Monde. Il s'agit certes là d'un projet ambitieux, et loin d'être aisé. Mais nous sommes persuadés que si cette campagne est menée à bien, elle permettra de transformer radicalement la vie des communautés démunies, comme jamais auparavant dans l'histoire de l'humanité.

www.maketradefair.com

advocacy@oxfaminternational.org



**POUR UN
COMMERCE
ÉQUITABLE**



**Deux Poids
Deux Mesures:**
commerce, globalisation,
et lutte contre la pauvreté

Sommaire

3	Résumé
21	Préface
22	Remerciements
23	Acronymes
24	Introduction
37	Chapitre 1 Commerce et mondialisation au vingt-et-unième siècle
55	Chapitre 2 Le commerce international, une force pour lutter contre la pauvreté
75	Chapitre 3 Les laissés-pour-compte: les pays pauvres et les pauvres dans le système du commerce international
111	Chapitre 4 Accès aux marchés et commerce des produits agricoles: les deux poids, deux mesures des pays riches
141	Chapitre 5 Les pauvres et la libéralisation du commerce
171	Chapitre 6 Matières premières: Un commerce en déclin
200	Chapitre 7 Les sociétés transnationales: investissement, emploi et commercialisation
236	Chapitre 8 Les règles du commerce international: un obstacle au développement
272	Chapitre 9 Le commerce international en faveur des pays pauvres
296	Notes
297	References
306	Liste des documents de recherche
307	Contacts d'Oxfam International

Deux Poids Deux Mesures:

commerce, globalisation, et lutte contre la pauvreté

Résumé

Le commerce international recèle un véritable paradoxe. Dans le monde globalisé du début du vingt-et-unième siècle, il représente l'une des forces les plus puissantes qui régissent nos vies. Il est également une source sans précédent de croissance des richesses. Cependant, des millions de personnes parmi les plus pauvres du monde sont laissées pour compte. La prospérité croissante des nations industrialisées est allée de pair avec une pauvreté massive et l'accroissement des inégalités entre pays riches et pays pauvres. Le commerce mondial peut devenir un puissant moteur de la diminution de la pauvreté et de la croissance économique, mais ce potentiel n'est pas mis à profit. Le problème n'est pas engendré par une opposition fondamentale aux besoins et aux intérêts des pays pauvres, mais les règles qui régissent les échanges sont faussées en faveur des pays riches.

Le coût humain des pratiques commerciales inéquitables est immense. Si l'Afrique, l'Asie du sud-est, le sous-continent indien et l'Amérique latine devaient chacun augmenter leur part des exportations mondiales de 1%, le gain qui en résulterait pourrait faire sortir 128 millions de personnes de la pauvreté. La diminution de la pauvreté contribuerait aussi à des améliorations dans d'autres domaines, tels que la santé des enfants et l'éducation.

Le discours des gouvernements des pays riches met en permanence l'accent sur l'engagement en faveur de la lutte contre la pauvreté. Pourtant ces mêmes gouvernements utilisent leur politique commerciale pour réaliser ce qui équivaut à un vol caractérisé contre les plus pauvres. Lorsque les pays en développement exportent vers les marchés des pays riches, ils sont confrontés à des barrières douanières quatre fois plus élevées que celles que les pays riches doivent franchir. Le coût global de ces barrières douanières pour les pays en développement s'élève à 100 milliards de dollars par an, soit le double de l'aide qui leur est fournie.

Si l'Afrique, l'Asie du sud-est, le sous-continent indien et l'Amérique latine devaient chacun augmenter leur part des exportations mondiales de 1%, le gain qui en résulterait pourrait faire sortir 128 millions de personnes de la pauvreté.

Le comportement des gouvernements du Nord peut être décrit en termes diplomatiques. Mais la dure réalité est que leurs politiques infligent une immense souffrance aux pauvres de ce monde. Lorsque les pays riches excluent les pauvres de leurs marchés, ils bloquent l'issue de secours qui leur permettrait d'échapper à la pauvreté.

Le manque d'accès au marché n'est pas un exemple isolé de l'injustice des règles commerciales et de la politique du « deux poids, deux mesures » pratiquée par les pays riches. Alors que les pays riches ferment leurs marchés, les pays pauvres font l'objet de pressions de la part du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale pour ouvrir leurs marchés du jour au lendemain, souvent au détriment des communautés les plus pauvres. Le problème des cours bas et instables des matières premières condamnant des millions de personnes à la pauvreté n'a pas été abordé avec sérieux par la communauté internationale. Dans le même temps, les puissantes entreprises transnationales ont été laissées libres de recourir à des pratiques en matière d'emploi et d'investissement qui contribuent à la pauvreté et à l'insécurité, sans avoir à s'encombrer d'autre chose que de timides directives qu'elles se sont elles-mêmes choisies. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) contribue également au problème. La plupart de ses réglementations sur la propriété intellectuelle, sur les investissements et sur les services servent les intérêts des pays riches et des entreprises transnationales, tout en imposant des coûts immenses aux pays en développement. Le penchant de l'OMC en faveur des intérêts égoïstes des pays riches et des grosses sociétés soulève des questions fondamentales quant à sa légitimité.

Une réforme du commerce international n'est qu'une des exigences nécessaires pour faire cesser les profondes injustices sociales qui vont aujourd'hui de pair avec la mondialisation. Il est également essentiel d'investir et de réduire les inégalités, dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la répartition des revenus. Les règles du commerce international restent néanmoins centrales au problème de la pauvreté, et des réformes fondamentales sont nécessaires pour qu'elles puissent enfin faire partie de la solution.

Tel qu'il existe, le système commercial international actuel est indéfendable. Aucune société ne peut tolérer les inégalités engendrées par les pratiques commerciales actuelles.

La campagne d'Oxfam sur le commerce international

Le présent rapport expose l'analyse d'Oxfam sur les règles régissant le commerce mondial. La campagne qu'Oxfam initie vise à changer ces règles afin d'utiliser le potentiel que représente le commerce international pour réduire la pauvreté. À l'origine de cette campagne, une conviction: il est temps de mettre fin à la politique du *deux poids, deux mesures* qui prédomine actuellement et d'instaurer à la place les règles d'un commerce équitable. Les principes énumérés ci-dessous font partie des principes politiques d'Oxfam:

- Améliorer l'accès aux marchés pour les pays pauvres et mettre fin au cycle de surproduction agricole subventionnée et de dumping à l'exportation par les pays riches.
- Abandonner l'utilisation par le FMI et la Banque mondiale de conditions de prêts imposant aux pays pauvres une libéralisation de leur économie quelque soit l'impact sur les populations les plus démunies.
- Créer une nouvelle institution internationale des matières premières pour promouvoir la diversification et faire cesser les problèmes de surproduction, afin d'augmenter les prix de manière à assurer un niveau de vie décent aux

producteurs. Modifier les pratiques des grandes entreprises afin qu'elles paient des prix équitables pour ces matières premières.

- Établir de nouvelles règles sur la propriété intellectuelle pour veiller à ce que les pays pauvres puissent avoir accès aux nouvelles technologies et aux médicaments de base et que les agriculteurs puissent stocker, échanger et vendre des semences.
- Interdire les règles qui forcent les gouvernements à libéraliser ou à privatiser les services essentiels, vitaux pour lutter contre la pauvreté.
- Améliorer la qualité des investissements privés et promouvoir des normes en matière d'emploi.
- Démocratiser l'OMC pour donner plus de voix aux pays pauvres.
- Changer les politiques nationales en matière d'éducation, de santé et de gouvernance afin de permettre aux populations démunies de développer leurs aptitudes, de réaliser leur potentiel et de participer aux échanges sur des bases plus équitables.

Pourquoi mener aujourd'hui une campagne sur le commerce international? Il y a trois réponses à cette question.

La première est que le système commercial international actuel est indéfendable. Aucune société ne peut tolérer les inégalités engendrées par les pratiques commerciales. Personne ne peut accepter les abus de pouvoir, l'injustice et l'indifférence à la souffrance qui sous-tendent ces pratiques.

La deuxième réponse peut être formulée de manière simple: « notre propre intérêt éclairé ». La situation actuelle est non seulement moralement indéfendable, mais elle ne peut plus se maintenir. De grandes parties du monde en développement deviennent des enclaves de désespoir et sont exclues de la prospérité croissante générée par le commerce. En fin de compte, une prospérité partagée ne peut être construite sur de telles fondations. Pas plus que les forces économiques qui animent la mondialisation, la colère, le désespoir et les tensions sociales qui accompagnent les graves inégalités de richesses et de perspectives ne respecteront les frontières nationales. L'instabilité qu'elles engendreront nous menace tous. Dans le monde globalisé d'aujourd'hui, nos vies sont plus étroitement liées que jamais. En tant que communauté mondiale, nous pouvons choisir soit de nager ensemble ou de sombrer corps et biens. Aucun pays, quelle que soit sa force ou sa prospérité, ne peut s'isoler du reste du monde.

En tant que communauté mondiale, nous pouvons choisir soit de nager ensemble ou de sombrer corps et biens.

La troisième raison à la campagne d'Oxfam est que nous sommes convaincus que le changement est possible. Le système régissant le commerce international n'est pas une force de la nature. C'est un système d'échange, avec des règles et des institutions exprimant des choix politiques. Ces choix peuvent donner la priorité aux intérêts des plus faibles et des plus vulnérables, ou aux intérêts des riches et des puissants. Le commerce renforce la pauvreté et les inégalités dans le monde parce que ses propres règles sont établies dans ce but. Celles-ci reflètent la puissance des intérêts en jeu. Des campagnes concertées auprès de l'opinion publique peuvent modifier la donne. Ainsi qu'il a été démontré par la campagne internationale en faveur de l'annulation des dettes des pays pauvres, l'action de l'opinion publique peut mettre les intérêts des plus pauvres à l'ordre du jour international. Elle peut également permettre des réalisations concrètes en faveur du développement humain.

Au bout du compte, un choix très clair s'impose. Nous pouvons laisser les règles commerciales injustes continuer à produire pauvreté et désarroi et faire face aux conséquences. Ou nous pouvons modifier les règles. Nous pouvons autoriser la mondialisation à continuer à travailler pour une petite minorité plutôt que pour la majorité. Ou nous pouvons créer un nouveau modèle de mondialisation, basé sur des valeurs communes et des principes de justice sociale. Nous avons le choix entre ces deux directions. Il est temps de décider du chemin à suivre.

1. Commerce et mondialisation au XXI^e siècle

'Aujourd'hui, on nous dit que le marché américain des ordinateurs est en baisse. On dit que cela implique qu'ici il y aura une baisse de la production. Sans ce travail, ma vie sera très dure.'

JOSEPHINE LARANJA, EMPLOYÉE DANS UNE USINE D'ÉLECTRONIQUE DE MANILLE AUX PHILIPPINES

Le commerce bien géré a le pouvoir de faire sortir des millions de personnes de la pauvreté. Cependant, la croissance des échanges n'est pas une garantie automatique de réduction de la pauvreté. L'expérience des pays en développement illustre le fossé entre les grands avantages potentiels du commerce d'une part et les résultats décevants associés à l'intégration croissante par ce même commerce d'autre part.

Les débats actuels sont dominés par les échanges rituels entre deux grands camps: les «pro-mondialisation» et les «anti-mondialisation». Les 'pro-mondialisation' affirment que le commerce agit déjà en faveur des plus pauvres. Leur remède consiste donc à «augmenter la dose». Les «anti-mondialisation» ont une vision des choses diamétralement opposée. Ils affirment que le commerce est intrinsèquement mauvais pour les pauvres. La participation au commerce, selon leur argument, mène inévitablement à une plus grande pauvreté et à plus d'inégalités. D'où le corollaire «moins il y a de commerce, mieux le monde se porte.»

Il est nécessaire de reconnaître le rôle du mouvement anti-mondialisation, qui a su mettre à l'ordre du jour les questions essentielles sur la justice sociale et les échecs de la mondialisation. Toutefois la guerre des déclarations entre optimistes et pessimistes qui accompagne virtuellement chaque réunion sur le commerce est spécieuse et contre-productive. Ces deux conceptions du monde vont à l'encontre de l'évidence, et aucune n'offre d'espoir pour l'avenir. Ce faux débat sur le commerce constitue une diversion regrettable, en particulier à cause des changements révolutionnaires qui transforment le système du commerce mondial. Ces changements auront des implications profondes pour tous les pays, et leur direction future déterminera les perspectives de succès d'éradication de la pauvreté.

Le changement est en partie quantitatif. Les exportations ont augmenté beaucoup plus rapidement que les niveaux mondiaux de produits intérieurs bruts (PIB), de telle sorte que le commerce représente maintenant une part des revenus mondiaux plus importante qu'auparavant. Les pays en développement ont enregistré des augmentations particulièrement rapides de leurs ratios Exportations / PIB. Leurs exportations représentent maintenant plus d'un quart du PIB, une proportion plus élevée que pour les pays riches. Alors que le commerce représente une part croissante des revenus mondiaux, les changements dans les schémas commerciaux vont avoir une influence graduelle sur les schémas de distribution de revenus – et sur les perspectives de diminution de la pauvreté.

La structure des exportations des pays en développement a également changé. Alors que de nombreuses personnes dépendent des matières premières, la part des produits manufacturés a augmenté. Au cours de la dernière décennie, les exportations à haute technologie en provenance d'un nombre croissant de pays ont enregistré un boom. Des pays tels que la Chine, l'Inde et le Mexique émergent comme des grands fournisseurs

de technologies de pointe et de produits manufacturés faisant appel à une main d'œuvre abondante.

Le rôle évolutif des pays en développement dans la répartition internationale du travail reflète les forces technologiques qui poussent la mondialisation. L'alliance de l'informatique et des télécommunications – ou numérisation – révolutionne les relations économiques internationales. Sous les auspices des entreprises transnationales, la technologie a facilité le développement de systèmes de production mondiaux. L'augmentation des échanges au sein des entreprises a été une des forces les plus puissantes derrière l'expansion du commerce mondial. Les ventes internationales des cent entreprises transnationales les plus importantes équivalent en valeur au quart du commerce mondial; près des deux tiers de ces échanges se réalisent au sein même de ces entreprises.

À travers leur production, leurs investissements et leurs activités de marketing, les entreprises transnationales lient les producteurs des pays en développement encore plus étroitement aux consommateurs des pays industrialisés. Des ouvrières dans les usines de confection du Bangladesh à leurs homologues dans les zones économiques spécialisées en Chine et aux travailleurs dans les zones de libre-échange d'Amérique centrale, en passant par les petits agriculteurs et ouvriers agricoles du monde en développement, la mondialisation génère des forces qui ouvrent de grandes perspectives, mais sont également lourdes de menaces.

2. Le commerce international, une force pour lutter contre la pauvreté

L'histoire dément l'hypothèse selon laquelle les mécanismes du commerce *ne peuvent pas* fonctionner en faveur des démunis. La participation au commerce mondial figure en bonne place dans de nombreux exemples réussis de réduction de la pauvreté. Et lorsqu'on la compare à l'aide économique, elle a un bien meilleur potentiel de bénéfices pour les pauvres. Si les pays en développement augmentaient leur part d'exportations mondiales de seulement 5%, cela générerait 350 milliards de dollars américains, soit sept fois plus que l'ensemble de l'aide reçue. Les 70 milliards de dollars que l'Afrique générerait au travers d'une augmentation de 1% de sa part des exportations mondiales représentent approximativement le quintuple du montant consenti à la région au titre de l'aide et de réduction de la dette.

Outre les avantages financiers, l'augmentation des exportations peut être un moteur plus efficace que l'aide pour la diminution de la pauvreté. La production de produits d'exportation concentre parfois les revenus directement entre les mains des pauvres, créant du même coup de nouvelles possibilités d'emploi et d'investissement. Cependant, il ne faudrait pas non plus exagérer la dichotomie entre l'aide et le commerce: La première peut jouer un rôle déterminant pour aider les gens à bénéficier du commerce, entre autres en soutenant les investissements en matière de services médicaux et d'éducation, ainsi qu'en matière d'infrastructures économiques.

Les exportations peuvent jouer un rôle majeur dans la lutte contre la pauvreté. Les simulations effectuées pour le présent rapport ont essayé de cerner l'impact potentiel de l'augmentation de la part des exportations mondiales pour les pays en développement dans la lutte contre la pauvreté. À un certain degré, ces simulations sont artificielles: les bénéfices générés par le commerce sont dynamiques et cumulatifs; ils ne peuvent être reproduits par une représentation figée. Même ainsi, les chiffres sont frappants. Ils

'Si vous me demandiez de comparer nos vies avec celles de nos parents, je vous répondrais que tout a changé. Ça va mieux... Nous sommes encore vulnérables mais il y a moins de pauvreté aujourd'hui.'

LAM VAN, CULTIVATEUR DE RIZ,
DELTA DU MEKONG, VIETNAM

suggèrent qu'une augmentation de 1% de la part des exportations mondiales en faveur de chacune des régions en développement permettrait de réduire la pauvreté dans le monde de 12%. La diminution serait la plus sensible en Afrique subsaharienne et en Asie du sud-est, ces deux régions du monde ayant les taux de pauvreté les plus élevés.

Cette redistribution des parts de marché d'exportations obtenue par notre simulation est très modeste lorsqu'elle est comparée au présent déséquilibre entre les populations et entre les parts des exportations mondiales. Les pays en développement à faible revenu représentent plus de 40% de la population mondiale, mais moins de 3% du commerce mondial. Alors que les pays riches exportent produits et services pour une valeur de près de 6000 \$ par habitant, le chiffre équivalant pour les pays en développement est de 330\$, et de moins de 100\$ pour les pays aux revenus les plus bas.

L'expérience de l'est de l'Asie montre ce qui est possible lorsque la croissance des exportations est étendue à une base plus large. Depuis le milieu des années 1970, la croissance rapide des exportations a contribué à un processus plus large de croissance économique qui a fait sortir plus de 400 millions de personnes de la pauvreté. Dans des pays comme le Viêt-nam et l'Ouganda, la production pour les marchés d'exportation a contribué à générer des diminutions sans précédent du niveau de pauvreté rurale. Lorsque la croissance des exportations est basée sur des produits manufacturés à forte consommation de main d'œuvre, elle peut être à l'origine d'une progression très significative des revenus des femmes.

Il y a un revers à la médaille de chacune de ces *success stories*. L'augmentation des inégalités a ralenti le taux de diminution de la pauvreté dans l'est de l'Asie et la croissance des exportations a été accompagnée de formes extrêmes d'exploitation, en particulier des jeunes femmes. Cependant, ces résultats ne sont pas inéluctables. Ils sont le fruit de l'incapacité des gouvernements à protéger les intérêts des plus pauvres.

Les bénéfices du commerce ne sont pas systématiques – et l'augmentation rapide des exportations n'est pas une garantie automatique d'une réduction accélérée de la pauvreté. Cependant, lorsque le commerce est mis au service de stratégies efficaces pour la réalisation d'une croissance équitable, il peut donner une puissante impulsion à l'atteinte d'objectifs en matière de développement humain. L'accès à des marchés plus larges et aux nouvelles technologies crée des incitations à l'investissement, d'où une croissance économique accélérée et des emplois. Lorsque les pays sont capables de s'engager dans le commerce à plus forte valeur ajoutée, comme dans l'est de l'Asie, la croissance des exportations peut contribuer à une amélioration rapide des niveaux de vie.

3. Laissés pour compte: les pays pauvres et les pauvres dans le système du commerce mondial

Certains pays qui semblent s'être bien intégrés grâce au commerce, sont piégés dans des ghettos à faible valeur ajoutée et la croissance de leurs exportations a peu d'impact sur leur niveau de pauvreté.

Malgré certains succès notables, l'expansion du commerce mondial dans le cadre de la mondialisation n'a produit que des résultats bien décevants en matière de réduction de la pauvreté. Les marées montantes sont censées porter tous les navires, mais la marée montante de la richesse induite par le commerce a soulevé certains navires plus haut que d'autres qui semblent sombrer rapidement.

La pauvreté persistante et l'augmentation des inégalités vont de pair avec la mondialisation de la fin du XXe siècle. Au milieu de la richesse croissante générée par le commerce libéralisé, il y avait, à la fin des années 1990, 1,1 milliard de personnes se battant pour survivre avec moins de 1\$ par jour – soit le même nombre qu'au milieu des années 1980. Les inégalités entre riches et pauvres augmentent, tant entre les pays

qu'en leur sein même. Avec seulement 14% de la population mondiale, les pays à forts revenus représentent 75% du PIB mondial, ce qui est approximativement la même proportion qu'en 1990.

Les inégalités commerciales renforcent encore ces disparités. Pour chaque dollar généré par les exportations à travers le système de commercial international, les pays à faibles revenus ne représentent que trois cents. Même si les pays en développement ont augmenté leurs exportations plus rapidement que les pays riches, les grandes inégalités initiales font que le fossé continue à s'élargir. Dans les années 1990, les pays riches ont augmenté la valeur de leurs exportations par habitant de 1 938\$, contre 51\$ pour les pays à faibles revenus et 98\$ pour les pays à revenus moyens.

Le succès des exportations dans les pays en développement a été fortement concentré. L'Asie du sud-est représente plus des trois quarts des exportations de produits manufacturés, et une partie encore plus importante des produits de haute technologie. L'Asie du sud et l'Afrique subsaharienne représentent moins de 2%, et (à l'exception du Mexique) la part de l'Amérique latine est en diminution.

Certains pays qui semblent s'être bien intégrés grâce au commerce, sont piégés dans des ghettos à faible valeur ajoutée et la croissance de leurs exportations a peu d'impact sur leur niveau de pauvreté. Les données sur le commerce international identifient le Mexique comme un grand exportateur de produits de haute technologie et de services. Cependant, moins de 2% de la valeur de ses exportations provient de l'apport local. C'est également valable pour un certain nombre de pays à fort taux de croissance des exportations dans le secteur de la confection, comme le Bangladesh et le Honduras. Dans chaque cas, la production des exportations est dominée par le simple assemblage et la réexportation de composants importés par les entreprises transnationales, avec un transfert de technologie limité.

D'autres pays n'ont pu échapper à des problèmes durables. Les exportateurs de matières premières ont vu leur part diminuer dans le commerce mondial, avec l'Afrique subsaharienne supportant le gros des problèmes associés à la chute des prix. La détérioration des termes de l'échange depuis la fin des années 1970 a coûté à la région l'équivalent de 50 cents pour chaque dollar reçu au titre de l'aide.

La théorie du commerce prévoit que les pauvres dans les pays en développement vont automatiquement bénéficier de l'intégration par le commerce, mais cette théorie a été démentie par la réalité. En Amérique latine, la croissance rapide des exportations a été accompagnée par un chômage en augmentation et la stagnation des revenus. Les salaires minimums réels dans la région étaient plus bas à la fin des années 1990 qu'au début de la décennie. Les preuves apportées dans le présent rapport montrent que les pauvres dans les régions rurales s'en tirent particulièrement mal.

Tous les problèmes associés au commerce ne peuvent être évalués au travers de leurs seuls effets sur les revenus. Dans de nombreux pays, la croissance des exportations a été bâtie sur des pratiques en matière d'emploi qui relèvent de l'exploitation. En Chine, dans les zones de développement économique, les femmes sont forcées de travailler jusqu'à douze heures par jour dans des conditions effroyables. Les femmes travaillant dans l'industrie de la confection au Bangladesh se voient privées du droit d'adhérer à un syndicat. Les longues journées de travail pour des salaires de misère imposent aux femmes un lourd tribut en temps et en énergie. De façon concomitante, de nombreux gouvernements ont imposé la « flexibilité » du travail – un euphémisme, dans ce contexte, pour désigner une violation des droits fondamentaux du travail.

4. Accès aux marchés et commerce des produits agricoles: les deux poids – deux mesures des pays riches

Les gouvernements du Nord réservent leurs barrières commerciales les plus prohibitives aux plus pauvres du monde... Ces barrières coûtent 100 milliards de dollars par an aux pays en développement, soit le double de ce qu'ils reçoivent au titre de l'aide au développement.

La lutte contre la pauvreté par le commerce est subordonnée à l'accès des pays pauvres aux marchés des pays riches. Malheureusement, les gouvernements du Nord réservent leurs barrières commerciales les plus prohibitives aux plus pauvres du monde.

Dans le système commercial international, la concurrence peut être comparée à une course d'obstacles, à ceci près que les sportifs les plus faibles doivent sauter les obstacles les plus hauts. Lorsque les petits agriculteurs ou les ouvrières de l'industrie textile les plus pauvres pénètrent les marchés mondiaux, ils se voient opposer des obstacles à l'importation quatre fois plus élevés que ceux auxquels les producteurs des produits riches sont confrontés. Ces barrières coûtent 100 milliards de dollars par an aux pays en développement, soit le double de ce qu'ils reçoivent au titre d'aide. L'Afrique subsaharienne, la région la plus pauvre du monde, perd quelques 2 milliards de dollars par an, l'Inde et la Chine plus de 3 milliards de dollars. Cela ne représente que les coûts immédiats. Les coûts à long terme associés aux occasions d'investissement perdues et à la perte du dynamisme économique sont encore plus élevés.

Les barrières commerciales dans les pays riches sont particulièrement dommageables pour les pauvres parce qu'elles visent les biens que ces derniers produisent, tels que les produits agricoles et manufacturés à forte consommation de main d'œuvre. Parce que les femmes représentent une grande partie de l'emploi dans les industries nécessitant beaucoup de main d'œuvre, elles assument une part disproportionnée du fardeau associé aux bas salaires et aux restrictions des opportunités d'emploi imposés par le protectionnisme.

Qui sont les principaux instigateurs des barrières commerciales qui nuisent aux pays en développement ? Oxfam a essayé de répondre à cette question au travers de son *Double Standards Index* (DSI). Ce dernier mesure dix paramètres importants des politiques commerciales des pays riches, y compris les droits de douane moyens, l'importance des droits sur les textiles et les produits agricoles et les restrictions imposées sur les importations en provenance des pays les moins développés. Nous l'appelons Indice des deux poids, deux mesures, parce qu'il mesure le fossé entre les principes du libéralisme vanté par les pays riches et leurs véritables pratiques protectionnistes. Aucun pays industrialisé ne s'en tire avec un résultat positif, mais l'Union Européenne (UE) apparaît comme la principale coupable, suivie de très près par les États-Unis.

Le domaine où les politiques du « deux poids, deux mesures » des gouvernements des pays industrialisés sont plus criantes est sans conteste l'agriculture. Le total des subventions aux agriculteurs de ces pays s'élève à plus d'un milliard de dollars par jour. Ces subventions, dont les bénéficiaires sont presque entièrement cumulés par les agriculteurs les plus riches, causent de très importants dommages à l'environnement. Ils génèrent également une surproduction. Les surplus qui en résultent sont vendus à perte sur les marchés mondiaux avec l'aide de subventions supplémentaires financées par les contribuables et les consommateurs.

Oxfam a élaboré une nouvelle mesure du dumping à l'exportation par l'UE et les États-Unis. Elle suggère que ces deux superpuissances agricoles exportent à des prix inférieurs de plus d'un tiers aux coûts de production. Ces exportations subventionnées par les pays riches font chuter les prix des exportations non subventionnées des pays en développement et détruisent les moyens de subsistance des petits agriculteurs. Dans

des pays tels que Haïti, le Mexique et la Jamaïque, les importations hautement subventionnées d'aliments bon marché détruisent les marchés locaux. Certains des agriculteurs parmi les plus pauvres du monde sont en concurrence avec ses trésoriers les plus riches.

Les pays riches sont systématiquement revenus sur leurs engagements d'améliorer l'accès des pays pauvres aux marchés. Bien loin de réduire leurs propres politiques de subventions en faveur de leur agriculture, ils les ont augmentées. Après s'être engagés à éliminer graduellement l'Accord Multifibres (AMF) qui limite les importations de textiles et de vêtements, ils ont libéralisé l'accès à leur marché pour moins d'un tiers des produits pour lesquels ils s'étaient engagés.

Un meilleur accès aux marchés permettrait de donner une puissante impulsion à la lutte contre la pauvreté, en particulier s'il était associé à des stratégies nationales visant à étendre les opportunités aux plus pauvres et à abaisser les barrières contre l'accès des femmes aux marchés. Les priorités sont les suivantes:

- Un accès sans taxe à l'importation et sans quota pour tous les pays à bas revenus.
- Une réduction générale des droits de douane les plus élevés, de telle sorte qu'aucun droit de douane appliqué aux exportations des pays en développement ne dépasse 5%.
- Une élimination graduelle de l'Accord Multifibres, pour donner accès aux marchés des textiles et des vêtements qui constituent les principales exportations des industries à forte main d'œuvre des pays en développement.
- Une interdiction totale des subventions à l'exportation et une restructuration des subventions agricoles afin d'atteindre des objectifs sociaux et environnementaux, plutôt qu'une augmentation de la production.
- Une reconnaissance du droit des pays en développement à protéger leurs systèmes agricoles à des fins de sécurité alimentaire.

Ces réformes permettraient de créer un environnement favorable à la lutte contre la pauvreté. Elles offriraient de nouvelles opportunités aux pays pauvres et aux personnes les plus défavorisées. Cependant, l'amélioration de l'accès aux marchés ne constitue pas une condition suffisante au renforcement des liens entre la libéralisation du commerce et la réduction de la pauvreté. Plusieurs des pays les plus pauvres manquent d'infrastructures pour profiter de l'ouverture des marchés. À l'intérieur des pays, les populations pauvres cherchent également à avoir accès aux outils de production, tels que la terre et le crédit, tout comme à la santé, à l'éducation et aux infrastructures. C'est pourquoi un meilleur accès aux marchés doit constituer un des éléments d'une stratégie plus large dans l'optique de la diminution de la pauvreté.

5. Les pauvres et la libéralisation du commerce

La suppression des barrières douanières dans les pays riches procurerait des avantages très nets aux pays pauvres. Une libéralisation des importations des pays en développement bien pensée et étalée dans le temps peut également apporter des bénéfices pour les populations pauvres, surtout lorsqu'elle est intégrée dans des stratégies cohérentes de lutte contre la pauvreté. Cependant, on l'a vu au fil des ans, la libéralisation rapide des importations dans les pays en développement a souvent contribué à une aggravation de la pauvreté et des inégalités. Les conditions de prêts liées

'Les importations sont en train de détruire nos débouchés et de tuer nos communautés.'

HECTOR CHAVEZ,
CULTIVATEUR DE CAFÉ, CHIAPAS, MEXIQUE

aux programmes du FMI et de la Banque mondiale constituent un aspect majeur du problème.

Le FMI, la Banque mondiale et la plupart des gouvernements des pays du Nord sont d'ardents partisans de la libéralisation du commerce. Dans le cas du FMI et de la Banque mondiale, le plaidoyer a été étayé par les conditions de prêts qui imposent aux pays de diminuer leurs barrières douanières. En partie du fait de ces conditions de prêt, les pays pauvres ont ouvert leurs économies beaucoup plus rapidement que les pays riches. Les taxes à l'importation ont en moyenne diminué de moitié en Afrique subsaharienne et en Asie du sud, et de deux tiers en Amérique latine et dans l'est de l'Asie.

Les institutions financières internationales et les gouvernements ont cherché à justifier leur soutien à une libéralisation rapide des importations en se référant aux recherches de la Banque mondiale qui visent à établir que la libéralisation du commerce est bonne pour la croissance et que les plus pauvres perçoivent une part équitable des bénéfices. Dans le présent rapport, nous récusons les preuves avancées par la Banque mondiale. Nous montrons que les recherches sur lesquelles repose ce postulat sont faussées à la base et que cela entraîne l'adoption d'une mauvaise politique.

Un des problèmes provient de la confusion qui règne autour du sens du mot « ouverture ». La Banque mondiale utilise un indicateur économique (le ratio Commerce extérieur/PIB) comme mesure indirecte de l'impact des changements de politique en faveur de la libéralisation. En utilisant un indicateur d'ouverture, basé sur la vitesse et le degré de libéralisation des importations, nous montrons que de nombreux pays qui s'intègrent parfaitement dans les marchés mondiaux – tels que la Chine, la Thaïlande et le Viêt-nam – ne sont pas parmi ceux qui libéralisent rapidement leurs importations. À l'inverse, de nombreux pays libéralisant rapidement leurs importations enregistrent de faibles résultats en matière de réduction de la pauvreté, en dépit de la lettre et de l'esprit des conseils de la Banque mondiale et du FMI en matière de politique de libéralisation.

Dans de nombreux pays, libéralisation rapide rime avec inégalités croissantes. Des études de cas au Pérou montrent que les petits agriculteurs des régions montagneuses sont désavantagés par rapport aux grandes fermes commerciales. Au Mexique, les états de la « ceinture de pauvreté » du sud s'appauvrissent lorsqu'on les compare aux états du nord. En Inde, la libéralisation des importations accentue les inégalités dans les campagnes, ainsi qu'entre zones rurales et urbaines. Ces inégalités sont importantes parce qu'elles ralentissent la vitesse à laquelle la croissance économique est convertie en réduction de la pauvreté.

Les Stratégies de réduction de la pauvreté (SRP) donnent au FMI et à la Banque mondiale la possibilité de placer le commerce au cœur de leur dialogue sur la pauvreté avec les gouvernements. On est en train de laisser passer cette occasion. En analysant douze SRP, nous avons observé que seules quatre mentionnaient l'impact éventuel de la réforme du commerce sur les personnes les plus pauvres, deux prévoyant en outre des mesures pour protéger les perdants. Au Cambodge, le FMI et la Banque mondiale soutiennent une stratégie qui va fortement réduire les taxes à l'importation sur les produits agricoles, exposant des millions de producteurs de riz à la concurrence en provenance de la Thaïlande. Cependant, aucune évaluation de la pauvreté n'a été effectuée.

Le présent rapport recommande, entre autres:

- que les programmes du FMI et de la Banque mondiale n'imposent pas de conditions de prêts exigeant la libéralisation du commerce.
- que les pays riches pratiquent eux aussi la libéralisation effectuée par les pays en développement conformément aux conditions du FMI et de la Banque mondiale, en appliquant des réductions équivalentes de leurs propres taxes à l'importation.
- que toutes les SRP comprennent une analyse détaillée de l'impact potentiel de la libéralisation du commerce sur la distribution des revenus et sur la diminution de la pauvreté.

6. Matières premières: Un commerce en déclin

« Les véritables prix économiques devraient être fixés non pas au niveau le plus bas possible, mais à un niveau suffisant pour permettre aux producteurs de subvenir à leurs propres besoins alimentaires et autres » (John Maynard Keynes, 1944)

Plus d'un demi-siècle s'est écoulé depuis que Keynes a appelé à la création d'une nouvelle institution internationale pour résoudre les problèmes auxquels les exportateurs de matières premières sont confrontés. Aujourd'hui, les prix bas et instables des matières premières figurent parmi les contraintes les plus fortes qui empêchent le commerce d'œuvrer en faveur des pauvres.

Bien des pays parmi les plus pauvres du monde restent fortement dépendants des matières premières. Dans plus de cinquante pays en développement, plus de la moitié des revenus à l'exportation est dépendante de trois matières premières, voire moins. Les économies nationales de ces pays et les économies de millions de ménages pauvres ont été dévastées par une diminution persistante des prix.

Le café est l'une de ces matières premières les plus affectées. Les prix ont chuté de 70% depuis 1997, ce qui revient à une perte de revenus liés à l'exportation de près de 8 milliards de dollars pour les pays exportateurs en développement. Pour certains pays, ces pertes ont dépassé l'aide et les aménagements de la dette. Les foyers les plus pauvres ont particulièrement souffert. Notre étude auprès des producteurs de café en Tanzanie, dans le sud du Mexique et en Haïti montre que les familles réduisent leur consommation générale, retirent leurs enfants de l'école et sont confrontées à des difficultés extrêmes pour payer les soins médicaux. La famille et les structures communautaires sont mises sous pression et les femmes sont forcées de travailler davantage en dehors de la ferme, tandis que les hommes doivent émigrer pour trouver du travail.

Les causes sous-jacentes à la crise des marchés des matières premières varient d'un produit à l'autre. Cependant, le problème général est lié à une surproduction structurelle. La production d'une grande gamme de produits dépasse toujours la demande, ce qui provoque un stockage excessif et un effondrement périodique des prix.

Tout changement des prix sur les marchés mondiaux génère des gagnants et des perdants. Le marché des matières premières ne fait en rien exception à cette règle. Les perdants comptent dans leurs rangs des millions de foyers parmi les plus vulnérables au monde. Les gagnants, en l'occurrence, comprennent les grandes entreprises transnationales qui dominent les marchés mondiaux. Ces entreprises transnationales –

Café... Les prix ont chuté de 70% depuis 1997, ce qui revient à une perte de revenus liés à l'exportation de près de 8 milliards de dollars pour les pays exportateurs en développement.

'Le cours du café est en train de détruire cette communauté.'

TATU MUSEYNI, CULTIVATEUR DE CAFÉ,
RÉGION DU KILIMANJARO, TANZANIE

telles que le groupe Nestlé – ont été capables de profiter des prix ridiculement bas pour les producteurs pour générer des marges de profit très élevées.

Il est essentiel de résoudre la crise prolongée du marché des matières premières si nous voulons arriver à une mondialisation qui profite à tous. Les problèmes soulevés sont complexes, mais une approche des réformes par à-coups ne fonctionnera pas. Le présent rapport établit un ordre du jour pour les réformes et contient les recommandations suivantes:

- **La création d'une nouvelle institution pour chapeauter les marchés mondiaux des matières premières et d'un nouveau système d'accords sur les matières premières.** Cela permettrait de réduire la volatilité des prix. En contraste avec les accords bancals du passé, la nouvelle institution inclurait des mécanismes financiers visant à équilibrer l'offre et la demande, à des prix raisonnables. Elle contribuerait également à encourager la diversification et à augmenter la valeur des exportations au travers de stratégies permettant d'ajouter de la valeur aux produits des pays à faibles revenus.
- **L'adoption par les entreprises transnationales de pratiques d'achat socialement responsables.** Cela inclurait une augmentation de la proportion des matières premières achetées dans le cadre de contrats à long terme et pour un prix équitable lorsque les prix chutent en dessous d'un niveau compatible avec le niveau de vie des pays exportateurs.

7. Les sociétés transnationales: investissement, emploi, et commercialisation

Les changements technologiques ont rendu la mondialisation possible. Les sociétés transnationales y ont contribué. Par leurs investissements, leur production et leurs activités de commercialisation, les entreprises transnationales rapprochent de plus en plus les économies et les peuples du monde. Elles ont le potentiel de répartir plus amplement les bénéfices de la mondialisation, mais n'en font rien.

De nombreux gouvernements de pays en développement ont introduit une politique « portes ouvertes » pour attirer les investissements étrangers. Encouragés par les gouvernements du Nord et par les institutions financières, ils ont cherché à générer une croissance rapide des exportations en attirant les entreprises transnationales. Mais cette stratégie est faussée.

Les investissements directs à l'étranger (IDE) ont de nombreux avantages potentiels. Ils peuvent donner accès à de nouvelles ressources financières, à de nouvelles technologies et à de nouveaux marchés. Cependant, les avantages financiers réels ont été exagérés. Les niveaux élevés de rapatriement des bénéfices, les mesures incitatives pour attirer les investisseurs et l'évasion fiscale s'associent pour diminuer les véritables transferts financiers. Pour chaque dollar d'investissement étranger, environ 30 cents sont rapatriés par le biais de transferts de bénéfices.

Tous les investissements ne sont pas toujours bénéfiques. En termes de développement, les investissements de qualité en terme de transferts de technologie et de savoir-faire créent des liens dynamiques avec les entreprises locales. De nombreux IDE ne tombent pas dans cette catégorie. En Amérique latine, l'augmentation des IDE a été couplée à une diminution de la capacité de recherche et de développement et à une dépendance croissante envers les importations de technologie. Les zones de libre

échange semblent attirer les IDE de la plus mauvaise qualité qui soit. Dans de nombreux cas –comme au Bangladesh et au Mexique – ces zones agissent comme des enclaves presque totalement isolées de l'économie nationale. Les IDE directement orientés sur l'extraction de ressources minérales ont des résultats particulièrement désastreux en matière de développement. Ils ont souvent intensifié les conflits, considérablement nui à l'environnement et entraîné le déplacement de communautés locales.

Les entreprises transnationales ont une grande influence sur les normes du travail dans les pays en développement, en partie en tant qu'employeurs directs, mais aussi à travers leurs activités de sous-traitance. Même si la plupart d'entre elles ont adopté des codes de bonne conduite en matière d'emploi, les résultats en sont limités. Avec leur accent sur le volontarisme, les codes ont manqué d'aborder l'érosion des droits des travailleurs, et de prévenir l'émergence d'inégalités extrêmes entre les sexes.

La faiblesse des audits des codes d'éthique des grandes entreprises constitue un problème sérieux, mais même les meilleurs audits ne peuvent résoudre les tensions les plus profondes. Dans de nombreuses grandes économies tournées sur l'exportation, les gouvernements ont démantelé la protection en matière d'emploi afin d'attirer les IDE, souvent avec le soutien des entreprises transnationales. Le présent document rapporte des cas de sociétés basées dans des pays du Nord, qui ont souvent des codes de bonne conduite exemplaires, mais sont approvisionnés par des sous-traitants qui violent systématiquement les droits élémentaires des travailleurs. De plus, les conditions du marché créées par les entreprises transnationales, y compris les fortes pressions en matière de prix exercées sur les producteurs et les délais de livraison contraignants font qu'il est difficile d'élever les normes.

Les femmes, main d'œuvre la moins protégée et la plus vulnérable des industries de l'exportation, sont confrontées à des difficultés particulières. Des droits à l'assurance sociale inégaux, le travail supplémentaire obligatoire, des conditions de travail dangereuses et des salaires de misère sont monnaie courante. Dans de nombreux pays, la réussite basée sur l'exportation a été construite sur l'exploitation des femmes et des jeunes filles.

En fonction de leurs activités de commercialisation, certaines entreprises transnationales représentent une grave menace pour la santé publique. Les efforts visant à créer des marchés pour le tabac et pour le lait en poudre pour les nourrissons sont deux mesures qui causent des préjudices particulièrement graves.

Le présent rapport propose plusieurs recommandations, dont les suivantes:

- Les gouvernements devraient adopter et appliquer des lois nationales en matière d'emploi, cohérentes avec les normes de base de l'Organisation internationale du travail (OIT).
- Les Analyses de politiques commerciales de l'OMC devraient rédiger un rapport sur les normes du travail liées au commerce.
- La législation du travail dans les zones d'exportation devrait être renforcée et l'accent devrait être mis sur l'amélioration du statut des travailleuses.
- La capacité de l'OIT à vérifier et à imposer les normes élémentaires en matière de travail devrait être renforcée.

'Le travail à l'usine est dur, nous n'y sommes pas bien traités et si je tombe malade nous n'avons aucune protection. Est-ce que les gens dans votre pays pensent à notre condition quand ils achètent les chemises que nous fabriquons?'

NAWAZ HAZARI, PIQUEUR SUR MACHINE À COUDRE, ZONE FRANCHE DE GANAKBARI, DACCA, BANGLADESH

- Les gouvernements du Nord devraient établir (en suivant leurs directives pour les Entreprises Multinationales) des mécanismes plus efficaces pour l'analyse, le contrôle et le suivi, afin de tenir les entreprises transnationales responsables de leurs actions dans les pays en développement.
- Les gouvernements devraient établir un protocole international juridiquement contraignant, basé sur les Principes des Nations Unies sur les Droits humains pour les Entreprises Commerciales (actuellement à l'état de projet), afin de régir la production, le commerce et la consommation de ressources naturelles provenant de régions en conflit.

8. Les règles du commerce international: un obstacle au développement

L'accord ADPIC constitue un acte de fraude institutionnalisé, sanctionné par les règles de l'OMC... Les pays en développement perdront près de 40 milliards de dollars par an, sous forme de paiements de licences supplémentaires aux entreprises transnationales basées dans les pays du Nord.

De bonnes règles en matière de commerce international peuvent créer un cadre favorable à la diminution de la pauvreté. De mauvaises règles auront l'effet inverse. Elles peuvent empêcher les gouvernements d'élaborer les stratégies nécessaires pour faire œuvrer le commerce en faveur des pauvres. Nombre de dispositions de l'OMC sont de mauvaises règles.

L'accord sur les aspects des droits de la propriété intellectuelle liés au commerce (ADPIC) en sont un exemple flagrant. Adam Smith avait en son temps averti les gouvernements de prendre garde aux instincts des commerçants: « Les gens exerçant le même commerce se rencontrent rarement, même pour leurs loisirs, mais leurs conversations aboutissent à une conspiration contre l'intérêt public, ou à tout le moins à une collusion pour augmenter les prix.» Il aurait pu peindre sous ce même jour l'accord ADPIC. Une protection plus stricte des brevets entraînera une augmentation des coûts des transferts de technologie. Les pays en développement perdront près de 40 milliards de dollars par an, sous forme de paiements de licences supplémentaires aux entreprises transnationales basées dans les pays du Nord, les États-Unis bénéficiant de près de la moitié de ce total. Derrière les arguments complexes sur les droits liés à la propriété intellectuelle, l'accord ADPIC constitue un acte de fraude institutionnalisé, sanctionné par les règles de l'OMC.

L'application de l'accord ADPIC aux médicaments aura des conséquences dramatiques pour la santé publique. Les données provenant des pays en développement semblent montrer que le renforcement de la protection des brevets pourrait doubler le coût des médicaments. Compte tenu que les foyers les plus pauvres dépensent déjà plus pour les médicaments que pour tout autre poste lié à la santé, cela devrait fortement augmenter le prix des traitements en cas de maladie. Morts prématurées et maladies inutiles en seront les corollaires inévitables. Du fait de leur degré de vulnérabilité plus élevé et de leur rôle de soignantes de première ligne, les femmes seront les premières à souffrir de ces conséquences dramatiques.

Les approches actuelles en matière de brevets menacent directement les intérêts des petits agriculteurs. Les gouvernements du Nord ont effectivement autorisé les investisseurs privés à commettre des actes de piratage biologique en leur permettant de breveter des matériaux génétiques prélevés dans des pays en développement. Si des royalties de 2% devaient être prélevées sur ces matériaux, quelque 5 milliards de dollars seraient générés. Comme si cela ne suffisait pas, les petits agriculteurs pourraient perdre le droit de stocker, de vendre et d'échanger des semences.

Dans le cadre de l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS), les pays industrialisés cherchent à ouvrir de nouveaux marchés pour l'investissement des entreprises transnationales. Cela inclut les marchés pour les services financiers et les produits de base comme l'eau. Les activités du secteur des services dont les pays en développement devraient bénéficier – tel que l'emploi – ne figurent pas parmi les priorités. Dans le même temps, en appliquant les principes du marché libre aux produits et services de base, l'AGCS menace de promouvoir des formes de privatisation qui porteront atteinte aux intérêts des plus pauvres.

Nombre de politiques industrielles qui ont facilité la bonne intégration des marchés de l'est asiatique au commerce mondial sont maintenant limitées ou interdites par les règles de l'OMC. Ces dernières comprennent des politiques qui imposeraient aux entreprises transnationales de s'approvisionner en produits locaux et ordonneraient des restrictions sur les investissements étrangers. En exigeant que des pays à des niveaux de développement économique très différents appliquent tous les mêmes règles, le système de l'OMC montre qu'il est en décalage avec les problèmes auxquels les pays pauvres sont confrontés.

Parmi les recommandations émises dans le présent rapport, figurent les dispositions suivantes:

- Mettre fin à l'application universelle du modèle de gestion des droits de propriété intellectuelle de l'OMC: les pays en développement devraient conserver le droit d'émettre des formes de protection de la propriété intellectuelle plus courtes et plus flexibles.
- Un engagement clair à faire passer les priorités en matière de santé publique avant les intérêts des détenteurs de brevets, en se basant sur les engagements pris à la Conférence ministérielle de l'OMC de Doha en novembre 2001.
- Une interdiction du brevetage des ressources génétiques liées à l'alimentation et à l'agriculture, davantage de droits pour les pays pauvres de développer des formes plus appropriées de protection de la diversité végétale, et la protection du droit des agriculteurs à stocker, vendre et échanger des semences.
- Un rééquilibrage de l'accord sur les services, afin de faire des objectifs de développement une priorité et d'exclure les services publics de base des négociations sur la libéralisation, ainsi que de renforcer la souveraineté nationale.
- Renforcer les dispositions de l'OMC en faveur du « traitement spécial et différencié » des pays en développement et lever les restrictions sur les droits des gouvernements à réglementer les investissements étrangers et à protéger leurs industries naissantes.

9. Le commerce international en faveur des pays pauvres

Le commerce ne peut atteindre son objectif que si les pays riches et les pays pauvres agissent pour redistribuer les chances en faveur des plus pauvres. Cela exige une action au niveau national, de nouvelles formes de coopération internationale et une restructuration de la gouvernance mondiale au niveau de l'OMC.

Le défi qui vise à élargir les chances au niveau national dépasse largement le cadre étroit de la politique commerciale. Les inégalités en matière de services médicaux et d'éducation, ainsi que la propriété des biens, représentent un obstacle formidable au

Le commerce ne peut atteindre son objectif que si les pays riches et les pays pauvres agissent pour redistribuer les chances en faveur des plus pauvres.

travail du marché en faveur des pauvres. Il en est de même pour les inégalités en matière de propriété des moyens de production. Le non accès à la terre, aux infrastructures de commercialisation et aux ressources financières fait que les plus pauvres sont souvent les plus mal équipés pour profiter des opportunités offertes par le marché, et les plus vulnérables face à la concurrence des importations. Dans de nombreux pays, la corruption généralisée et la bureaucratie excessive constituent un fardeau pour le commerce – et ce fardeau pèse tout particulièrement sur les plus pauvres.

La coopération internationale doit être renforcée dans une série de domaines. Les pays en développement ont besoin d'aide pour pouvoir intégrer les marchés mondiaux à des conditions plus favorables et offrir des opportunités aux plus pauvres. Cependant, les pays riches ont réduit leurs budgets d'aide de 13 milliards de dollars entre 1992 et 2000. Certaines des réductions les plus importantes ont frappé les pays les plus pauvres et des secteurs – tels que l'agriculture – où une aide bien ciblée permettrait de faire la différence dans la lutte contre la pauvreté. L'incapacité à résoudre le problème de l'endettement à long terme des pays à faibles revenus et à apporter une réponse efficace aux nouveaux problèmes posés par le marché des capitaux privés engendre de nouvelles menaces. Il y a un danger croissant que de nombreux pays en développement soient contraints, en raison de leur dette ingérable, de transférer la richesse générée par leurs exportations à leurs créanciers des pays riches.

L'OMC est l'une des institutions internationales les plus jeunes, mais elle a vieilli prématurément. Derrière sa façade d'organisation « dirigée par ses membres » se cache un système de gouvernement basé sur la dictature de la richesse. Les pays riches y exercent une influence disproportionnée. Cela est en partie dû à l'échec de la démocratie représentative. Chaque pays de l'OMC a droit à une voix, mais onze de ses membres, parmi les pays les moins développés, ne sont pas même représentés à Genève où l'OMC est basée. Les relations informelles de pouvoir renforcent les inégalités lors des négociations à l'OMC, tandis qu'en dehors de l'enceinte de l'OMC, les puissantes entreprises transnationales exercent une influence disproportionnée sur la direction donnée à la politique commerciale.

Des réformes de la gouvernance commerciale sont nécessaires pour faire en sorte que les mécanismes du commerce mondial œuvrent en faveur des plus pauvres à tous les niveaux. Elles comprennent, entre autres:

- Des réformes de redistribution liées aux stratégies nationales de lutte contre la pauvreté. Ces réformes incluent une redistribution des terres, un changement des priorités en matière de dépenses publiques, le développement des infrastructures et des mesures visant à dépasser les difficultés liées à l'inégalité des sexes sur les marchés locaux.
- Les actions à entreprendre pour s'attaquer au problème de la corruption. Au niveau national, cela implique un audit plus strict par des organismes dépendant du Parlement, en conformité avec la convention de l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économique) contre la corruption et à ses directives en matière de corruption.
- Un renforcement de l'assistance technique aux pays les plus pauvres par le biais d'une institution de financement pour la constitution d'un potentiel lié aux questions de politiques commerciales. Il faudrait prévoir un budget annuel

d'environ 250 millions de dollars pour renforcer le pouvoir de négociation des pays en développement au niveau de l'OMC.

- Une augmentation de la transparence et de la responsabilité politique dans les pays en développement. Tous les gouvernements devraient présenter à leurs organes législatifs respectifs un rapport annuel sur leurs activités liées à l'OMC. Les analyses des politiques commerciales de l'OMC devraient inclure une évaluation de la qualité du dialogue entre les gouvernements et la société civile sur la réforme de la politique commerciale.
- Une plus grande transparence sur l'influence informelle. Tous les gouvernements nationaux devraient rendre publics les contacts et les offres soumises par les organisations qui essaient d'influencer les politiques de négociation commerciale.
- L'élaboration d'un mécanisme mondial anti-trust. Au vu de la concentration massive du pouvoir des entreprises dans l'économie mondiale, les principes de la législation anti-monopolistique devraient être étendus au-delà des frontières nationales à l'économie internationale.

De la même manière que dans toute économie nationale, l'intégration économique internationale peut être soit une source de prospérité partagée et de réduction de la pauvreté, soit une cause d'accroissement des inégalités et de l'exclusion. Bien géré, le système commercial international pourrait permettre à des millions de gens de quitter leur état de pauvreté. Dans le cas contraire, il aggraverait la marginalisation d'économies entières. Cela est également vrai au niveau national. Une bonne gouvernance peut transformer le commerce en un instrument de lutte contre la pauvreté alors qu'une mauvaise gouvernance peut nuire aux intérêts des plus pauvres.

Actuellement, le commerce est mal géré au niveau mondial et, dans beaucoup de pays, également au niveau national. Il n'est pas pensable de continuer dans cette voie. Cependant un retour à l'isolationnisme ne serait pas plus satisfaisant: il priverait les plus pauvres des opportunités offertes par le commerce et neutraliserait une force de réduction de la pauvreté. C'est pourquoi nous avons besoin d'un nouvel ordre commercial mondial, fondé sur une nouvelle approche des droits et responsabilités et une volonté réelle de mettre la mondialisation au service des populations les plus démunies.

Préface

L'interdépendance, plutôt que le repli sur soi, a été à l'origine du progrès économique dans le monde. Le commerce, tout comme les migrations, la communication et la dissémination des connaissances techniques et scientifiques, a aidé à contrecarrer la pauvreté persistante et l'omniprésence d'existences « pénibles, brutales et courtes » qui caractérisaient le monde. Cependant, malgré le progrès, la vie reste pénible, brutale et courte pour une large part de la population mondiale. Les récompenses issues du commerce mondialisé sont loin d'avoir touché tout le monde.

Il est donc nécessaire de créer les conditions d'un partage plus équitable des énormes bénéfices tirés du commerce. Cela peut-il être fait sans provoquer la destruction du marché économique global ? La réponse est très clairement oui. Une économie de marché est tout à fait compatible avec différentes formes de distribution des ressources, de régulation (comme les lois sur les brevets ou les régulations anti-trust) et de politique de développement des aptitudes nécessaires à la participation au marché (éducation de base et soins de santé). Selon ces conditions, une économie de marché peut générer divers niveaux de prix, termes de l'échange, distribution des revenus, et plus généralement, divers résultats. La réforme des politiques menées peut avoir des effets radicaux sur les niveaux existants de pauvreté et d'inégalité, sans pour autant faire dérailler l'économie globale.

C'est précisément le thème de ce rapport, qui s'attache à identifier les modalités institutionnelles qui entravent une distribution plus équitable des fruits du commerce et des échanges. C'est notamment le cas des lois sur les brevets qui empêchent l'utilisation des médicaments de première nécessité par les personnes qui en ont le plus besoin, tout en n'encourageant que modérément le développement de médicaments utiles comme les vaccins préventifs, qui sont moins attractifs aux yeux des compagnies pharmaceutiques.

Je n'essayerais pas de résumer ce rapport. Il comprend un résumé fort utile et j'espère que sa grande qualité ne vous dissuadera pas de lire le rapport dans sa totalité. Les auteurs du rapport ont proposé des changements institutionnels spécifiques qui méritent une attention toute particulière. De plus, l'objectif plus large de ce rapport est de susciter un débat sur la forme d'architecture institutionnelle la plus à même de servir les intérêts des plus démunis. L'objectif premier est de combiner les importants bénéfices liés au commerce, mis en exergue par les défenseurs de la mondialisation, avec les besoins essentiels d'équité et de justice qui motivent une large part des manifestations anti-mondialisation. Les propositions de ce rapport s'adressent à ces deux camps.

Amartya Sen

Président Honoraire d'Oxfam.

Mars 2002

Remerciements

Ce rapport a été écrit par Kevin Watkins, à l'exception du Chapitre 4 rédigé par Penny Fowler. Sa préparation a été un effort conjoint impliquant du personnel d'Oxfam et des organisations partenaires. Il se base sur les conclusions d'un programme de recherche conduit par Kevin Watkins, Penny Fowler, Celine Charveriat, et Gonzalo Fanjul.

Une mention particulière doit être faite pour les contributions aux différents chapitres apportées par Jeff Atkinson, Oli Brown, Celine Charveriat, Sumi Dhanarajan, Gonzalo Fanjul, Penny Fowler, Charis Gresser, Antonio Hill, Ruth Mayne, Robin Palmer et Sophia Tickell. Sally Baden et Thalia Kidder ont contribué à l'analyse du genre sur l'ensemble du rapport.

Le rapport se base sur de nombreuses études, communications et notes qui ont été préparées sur les sujets thématiques. Elles ont été écrites par Allison Aldred, Francisco Amador, Carlos Ancona, Jeff Atkinson, Néstor Avendaño, Rosanna Barbero, Michelle Beveridge, Frans Bieckmann, Mike Bird, Fiona Black, John de Boer, Chris van der Borgh, David Boyer, Megan Bradley, Oli Brown, Tony Burdon, John Burstein, CEDLA, Edith Cervantes, Celine Charveriat, Jean Marie Robert Chery, Hadi Cordera, John Crabtree, Anand Kishore Das, Siddharth Deva, Sumi Dhanarajan, Peter Drahos, Dominic Eagleton, Gonzalo Fanjul, Tricia Feeney, Mark Fried, Carlos Galián, Beatriz González-Manchón, Paul Goodison, Emma Gough, Charis Gresser, Yohannes Habtu Atsbeha, Barend Hazeleger, Jon Hellin, Sophie Higman, Hoang Xuan Thanh, IIEP, INESA, Thalia Kidder, Margarita Maffii, Marika McCauley, Ruth Mayne, le team d'Oxfam à Hanoi, Francis Perez, Victor Pérez-Grovas, Jacquelyn M. Pinat, Jonathan Pitts, J. Mario Ponce, Mario Posas, Anjali Raj, José Juan Romero, Allen Rosenfeld, Natalie Rowe, Jan Ruysenaars, Robert Scott, Jung-ui Sul, Widyono Sutjipto, Cesar Allan Vera, Malou Vera, Bayu Wicaksono, et Dini Widiastuti. Un appui technique a été donné par Caterina-Ruggeri Laderchi et Jung-ui Sul a apporté une assistance de recherche au Chapitre 5. La liste complète de ces études est annexée au rapport; certaines sont accessibles par le site web de la Campagne Commerce Oxfam: <http://www.maketradeair.com>

De nombreux collègues des différents bureaux d'Oxfam de par le monde ont transmis des commentaires et suggestions utiles tout au long de la rédaction du rapport. Ils incluent: Sally Baden, Bert Beekman, Kelly Brooks, Celine Charveriat, Peggy Connolly, Sumi Dhanarajan, Ashvin Dayal, Gonzalo Fanjul, Marlies Filbri, Rian Fokker, Justin Forsyth, Mark Fried, Heather Grady, Allert van den Ham, Gina Hocking, Thalia Kidder, Joyce Kortlandt, Greetje Lubbi, Francis Perez, Alex Renton, Chris Roche, Ken Smith, Severina Rivera, et Jasmine Whitbread.

Le groupe éditorial et consultatif du rapport était composé de Peggy Connolly, Gonzalo Fanjul, Justin Forsyth, Penny Fowler, et Phil Twyford.

La production du rapport et les consultations ont été prises en charge par Izzy Birch. Le rapport est édité par Catherine Robinson et mis en page par Paul Gallagher.

Acronymes

AASCR	Association d'Asie du Sud pour la Coopération Régionale	MIC	Mesures concernant les investissements et liées au commerce
ACP	Etats de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	NPF	Nation la plus favorisée
ACR	Accord Commercial Régional	OAPI	l'Organisation Africaine pour la Propriété Intellectuelle
ADPIC	Aspects des Droits de Propriété Intellectuelle liés au Commerce	OCDE	Organisation de Coopération et Développement Economique
AGCS	l'Accord Général sur le Commerce des Services	OGM	les organismes génétiquement modifiés
AGOA	l'Accord pour la Croissance et les Opportunités Africaines	OIT	l'Organisation Internationale du Travail
AIMP	Accords Internationaux sur les Matières Premières	OMC	l'Organisation Mondiale du Commerce
ALENA	Accord de libre-échange d'Amérique du Nord	OMPI	Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle
AMF	Accord Multifibres	OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
ANSEA	Association des Nations du Sud-Est Asiatique	ORD	Organe de Règlement des Différends
AoA	l'Accord sur l'Agriculture	PAC	Politique Agricole Commune
APER	Accord de partenariat économique régional	PIB	Produit Intérieur Brut
APPC	Association des Pays Producteurs de Café	PMA	les pays les moins avancés
ATV	L'Accord sur les Textiles et les Vêtements	PNUD	Programme des NU pour les Développement
CARICOM	Communauté Caribéenne	PPTE	Pays pauvres très endettés
CDA	Communauté de développement de l'Afrique Australe	R&D	Recherche et Développement
CEAP	Coopération Economique Asie-Pacifique	SGP	Système généralisé de préférences
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest	SRP	Stratégie de Réduction de la Pauvreté
CIMP	Commission internationale sur les Matières Premières	TEC	Tarif Extérieur Commun
CIS	Coalition des Industries de Services	TSA	Tout sauf les Armes
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement	UE	l'Union Européenne Commission Européenne Parlement Européen
ESP	Equivalent Subvention aux Producteurs	UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
FEM	Forum Economique Mondial	ZLE/ALE	Zone de libre-échange/Accord de libre- échange
FMI	le Fonds Monétaire International	ZLEA	Zone de libre-échange des Amériques
FRPC	Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance		
GATT	l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce		
IFI	Institutions Financières Internationales		

‘Dans mon village nous étions très pauvres. Je suis venu ici afin de trouver une meilleure vie. Aujourd’hui, j’ai plus d’argent, mon travail me permet d’offrir à mes enfants une éducation et nous n’avons pas faim. Ils ont une chance d’avoir un meilleur avenir, mais le travail à l’usine est dur, nous n’y sommes pas bien traités et si je tombe malade nous n’avons aucune protection. Est-ce que les gens dans votre pays pensent à notre condition quand ils achètent les chemises que nous fabriquons ?’

NAWAZ HAZARI, PIQUEUR SUR MACHINE À COUDRE, ZONE FRANCHE DE GANAKBARI, DACCA, BANGLADESH

‘Le cours du café est en train de détruire cette communauté. Quand le cours était meilleur il y a quelques années je pouvais me permettre d’envoyer mes enfants à l’école et de les nourrir convenablement. Maintenant je ne peux pas acheter assez de nourriture. Comment pourrais-je les envoyer à l’école alors que je ne peux même pas les nourrir convenablement ? Le cours du café est en train de nous détruire.’

TATU MUSEYNI, CULTIVATEUR DE CAFÉ, RÉGION DU KILIMANJARO, TANZANIE

INTRODUCTION

Ces cinq personnes de cinq pays différents ont deux choses en commun: elles sont pauvres et dépendent du commerce international. Elles sont toutes reliées, par le biais des marchés internationaux, à des consommateurs ou à des entreprises du monde industrialisé et la vie de chacune d’entre elles subit pleinement l’influence de ce qui se déroule dans le système du commerce international.

Les mots ‘commerce international’ évoquent l’image de grandes entreprises, de rivalités entre superpuissances et de mystérieuses négociations à l’Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Cependant, comme les cinq voix citées plus haut en témoignent, le commerce mondial porte aussi un visage humain. En Asie du Sud c’est le visage d’une jeune femme employée à la fabrication de chemises pour une grande chaîne de magasins d’Europe et des États-Unis. En Afrique, c’est le visage d’un cultivateur de café. Dans l’Est de l’Asie c’est le visage d’une femme assemblant des cartes-mères pour des systèmes informatiques dernier cri et en Amérique du Sud c’est le visage d’un petit exploitant agricole cherchant à rester compétitif face aux importations provenant des États-Unis. En fin de compte le commerce relie les vies de gens ordinaires comme ceux-ci aux entreprises et aux consommateurs des pays les plus riches du monde.

Pour beaucoup de communautés avec lesquelles Oxfam travaille, le commerce international soulève les problèmes fondamentaux de leur pauvreté et de leur précarité. Les conditions dans lesquelles les pauvres participent aux marchés mondiaux peuvent déterminer si leurs familles auront de quoi se nourrir convenablement ou pas et si leurs enfants pourront fréquenter l’école, si les droits du travail les plus élémentaires seront respectés et - sur le long terme - s’ils pourront, par leur travail échapper à la pauvreté.

‘Si vous me demandiez de comparer nos vies avec celles de nos parents, je vous répondrais que tout a changé. Ça va mieux. Nous avons des opportunités qu’ils n’ont jamais eues. La vie est dure, nous sommes encore vulnérables mais il y a moins de pauvreté aujourd’hui.’

LAM VAN, CULTIVATEUR DE RIZ, DELTA DU MEKONG, VIETNAM

‘Bien sûr je suis épouvantée à l’idée de perdre mon travail. Certaines usines ont déjà fermé. Aujourd’hui, on nous dit que le marché américain des ordinateurs est en baisse. On dit que cela implique qu’ici il y aura une baisse de la production. Sans ce travail, ma vie sera très dure. Mes parents dépendent de moi et mes enfants aussi, ce sera donc dur pour eux aussi.’

JOSEPHINE LARANJA, EMPLOYÉE DANS UNE USINE D’ÉLECTRONIQUE DE MANILLE AUX PHILIPPINES

‘Je ne sais pas comment les cultivateurs américains peuvent vendre à ce pays du maïs à des prix aussi bas. J’ai entendu dire que leur gouvernement leur donnait de l’argent pour ça. Ce que je sais c’est que nous ne pouvons survivre à une telle concurrence. Les importations sont en train de détruire nos débouchés et de tuer nos communautés.’

HECTOR CHAVEZ, PETIT EXPLOITANT AGRICOLE, CHIAPAS, MEXIQUE

Or trop souvent le visage humain du commerce est oublié, il brille par son absence des tables de négociations de l’OMC et des ministères des gouvernements du Nord. Le commerce est au centre des débats actuels sur la mondialisation et pourtant les pauvres ne sont admis à ces débats qu’en qualité de spectateurs marginaux.

Dans le monde globalisé de ce début de vingt- et- unième siècle, les vies des gens des pays riches et des pays pauvres sont inextricablement imbriquées - le commerce étant l’un des liens les plus forts les unissant. Chaque fois qu’un européen ou un nord américain boit une tasse de thé ou de café, met une chemise ou une paire de chaussures, se connecte à un ordinateur ou prend un téléphone portable, il (ou elle) utilise des objets produits dans des pays en développement. Schématisé à l’extrême, le système du commerce international est comme une place de marché où les gens provenant des pays industrialisés procèdent à des échanges avec d’autres gens qui leur semblent invisibles mais dont les vies subissent de plein fouet les conséquences des règles régissant le cours des choses sur cette même place. Ces règles peuvent changer la vie des pauvres en bien comme en mal. Elles peuvent créer un environnement où les bénéfices du commerce seraient partagés, où bien elles peuvent marginaliser les personnes vulnérables et tendre à avantager les riches. En définitive, les règles sont cruciales: le commerce repose avant tout sur des relations humaines et ces relations créent des destinées et des responsabilités communes.

Une interdépendance accrue a des répercussions tant sur le monde des riches que sur celui des pauvres. Longtemps le commerce n’a été qu’un exercice d’exploitation. Les pays les plus riches du monde l’ont utilisé comme un moyen de transférer chez eux les richesses des pays les plus pauvres du monde, que ce soit par le pillage ou par un

échange inégal. Par conséquent, croissance des exportations et pauvreté massive sont allées de pair dans les pays en développement. Dans un monde plus interdépendant et prospère que jamais, il n'est plus possible d'ignorer une telle misère. La prospérité de chacun des pays du monde est liée à la prospérité de tous. Nous nageons ou coulons ensemble.

Ce rapport parle d'hommes et de femmes. Reposant sur la collaboration d'Oxfam avec des communautés et des Organisations Non Gouvernementales (ONG) partenaires dans plus de 80 pays en développement, il étudie l'incidence d'une croissance rapide du commerce mondial sur la vie des plus démunis. Une de ses conclusions principales est que l'énorme accroissement des richesses généré par le commerce mondialisé n'a pas été accompagné par un progrès correspondant dans la lutte contre la pauvreté, ni par de plus grands progrès vers le développement humain. L'économiste indien et prix Nobel Amartya Sen, a exprimé avec force le grand paradoxe au cœur de la mondialisation quand il écrivit: 'Nous vivons dans un monde d'une opulence sans précédent ... Et nous vivons aussi dans un monde de privations, de misère et d'oppression notoires. Il y a une foule de nouveaux problèmes mais aussi d'anciens, comme la persistance de la pauvreté et de l'inassouvissement de besoins élémentaires' (Sen 1999).

L'un des problèmes liés au commerce international est que l'opulence sans précédent qui en découle n'est pas partagée équitablement. La richesse ne parvient que trop lentement aux pays en développement; les différences de revenus entre pays riches et pays pauvres, déjà scandaleuses, s'amplifient et sapent le potentiel de réduction de la pauvreté. Mais ceci n'est pas le seul problème qui se pose. Le développement ne se réduit pas seulement à la croissance économique et à l'augmentation des revenus, le développement, c'est aussi l'élargissement de l'éventail de choix et l'amélioration de la qualité de la vie - ce que Sen appelle 'un processus d'extension des libertés réelles dont jouissent les individus' (op. cit.). Or bien trop souvent le prix de l'expansion du commerce international est l'oppression et l'injustice. D'anciennes formes de discrimination basées sur la richesse et le sexe sont renforcées par de nouvelles sources d'inégalités. Des pratiques d'exploitation par le travail violent les droits les plus élémentaires de millions de femmes, qui travaillent dans les industries liées à l'exportation, augmentant ainsi la précarité de leur situation tout en enrichissant leurs employeurs. Dans beaucoup de pays pauvres le commerce détruit les moyens de subsistance des pauvres en concentrant les profits dans les mains des nantis. Les problèmes liés à l'environnement qui menacent le bien-être des générations futures sont délibérément ignorés.

Tous ces problèmes ne peuvent pourtant pas être imputés aux règles du commerce international ni à la politique des gouvernements du Nord. Les pays en développement ont aussi une grande part de responsabilité. Ils condamnent à juste titre les pays riches qui leur dénie le droit de saisir les opportunités que le commerce peut offrir. Ils réclament des politiques de redistribution des richesses et des opportunités. Pourtant la grande majorité d'entre eux répugne à appliquer ces mêmes principes. Les politiques commerciales confortent d'autres politiques de perpétuation des inégalités et de l'injustice.

Pourtant, rien de tout cela n'est inéluctable. Le système commercial international n'est pas une force de la nature hors du contrôle de l'homme. La manière dont il fonctionne, la manière dont il distribue coûts et profits et les opportunités qu'il offre ou qu'il refuse résultent de choix politiques - choix que reflètent les règles, les politiques et les institutions qui définissent les schémas de l'intégration économique mondiale. Le vaste

potentiel du commerce à agir en tant que facteur de croissance économique, de développement humain et de partage de la prospérité est perdu, non pas parce que le commerce est intrinsèquement contraire aux intérêts des pauvres, mais parce qu'il est dirigé de façon à concentrer les richesses et à réduire la liberté.

'Anti-mondialistes' et 'pro-mondialistes'

Les débats actuels sont dominés par les désaccords entre deux grands camps principaux: les 'anti-mondialistes' et les 'pro-mondialistes'. Ces dernières années, chaque événement majeur du calendrier économique mondial a été marqué par des confrontations entre ces deux camps, les médias sélectionnant et grossissant les points de vue les plus extrêmes. La discussion sans fin pour savoir si la mondialisation est intrinsèquement bonne ou mauvaise pour les pauvres n'est d'aucune utilité pour engager un dialogue sur ce thème essentiel.

Il y a une différence entre l'anti-mondialisation radicale et le mouvement plus général de remise en cause des termes de la mondialisation. Ce mouvement a cherché à concentrer le débat public sur les politiques et les institutions qui refusent aux pays pauvres la possibilité de participer au commerce international en des termes raisonnables (Khor 2001; Le Mouvement du Développement Mondial 2001; Porto Alegre 2002). Ce mouvement lance un défi au système commercial en place et aux règles qui le régissent, mais ne rejette pas le commerce en soi. Les 'anti-mondialistes', au contraire, sont totalement hostiles au commerce. Ils pensent que le commerce conduit inévitablement à plus de pauvreté, à de plus profondes inégalités sociales, à la destruction de l'environnement et à l'exploitation des pays pauvres et des plus démunis par les pays riches et par les entreprises transnationales (Goldsmith 2001).

Il n'est pas difficile de trouver des exemples illustrant les propos de l'anti-mondialisme radical. Toutefois, les thèses soutenues sont battues en brèche par l'histoire. Dans de l'Asie du Sud-Est, le commerce a contribué à un processus dynamique de croissance économique, qui depuis le milieu des années 1970 jusqu'au milieu des années 1990, a extirpé plus de 300 millions de personnes de leur condition de pauvreté. Dans d'autres pays en développement, la participation au commerce a offert aux gens des possibilités qui autrement leur auraient été refusées. Quels que soient les problèmes liés à l'expansion des exportations, leur contraction ruinerait les moyens de subsistance de millions d'ouvrières et de petits exploitants agricoles. Contrairement à ce que soutiennent certains de ses détracteurs, le commerce n'implique pas nécessairement la dégradation de l'environnement. Toutefois, il ne fait aucun doute qu'un commerce mal géré peut engendrer une dégradation de l'environnement tant au niveau local qu'au niveau mondial. Cependant, ce risque existe pour tout mode de production local ou global qui ne tiendrait pas compte des besoins liés à la protection de l'environnement.

Si les 'anti-mondialistes' sont enclins à un pessimisme extrême, les 'pro-mondialistes' ont tendance à un optimisme fondamentaliste. Fortement représentés à la Banque Mondiale, au Fonds Monétaire International (FMI), à l'OMC, et dans les cercles des gouvernements des pays industrialisés, ils ne voient aucun obstacle à la croissance des exportations, ni à la libéralisation des importations ni à une rapide intégration de l'économie mondiale. A leurs yeux, tout commerce est bon et toute barrière à celui-ci est malvenue (Legrain 2000). Le point de vue dominant au sein des 'pro-mondialistes' est que 'la mondialisation a oeuvré pour la réduction de la pauvreté' (la Banque Mondiale 2001a). Certains ont été jusqu'à qualifier la mondialisation de 'moyen le plus efficace que connaisse l'humanité pour réduire la pauvreté' (The Economist 2001a). Un

commerce accru, selon leur raisonnement, créé des emplois et la croissance économique nécessaire à la réduction de la pauvreté et des inégalités entre les revenus des pays riches et des pays pauvres. Bien qu'il soit acquis que le commerce créé des perdants et des gagnants, les théories économiques standards affirment que sur le long terme tout le monde y gagne.

Malheureusement, le commerce international est un domaine où la théorie économique est en complète contradiction avec la réalité constatée. Plus la mondialisation avance et plus le monde devient polarisé. Déjà scandaleuses, les inégalités entre riches et pauvres s'accroissent chaque jour davantage, tant entre les pays riches et les pays pauvres qu'à l'intérieur de chaque nation. Dans le même temps, une pauvreté profonde et absolue demeure. Aujourd'hui, après deux décennies de croissance rapide des exportations, plus d'un milliard de personnes - soit un cinquième de la population du monde en développement - s'efforcent de survivre avec 1 dollar par jour. Ce chiffre n'a pratiquement pas changé depuis le milieu des années 1980. Vue du monde développé, la thèse soutenue par le camp des pro-mondialistes - selon laquelle les pauvres finiront un jour par tirer profit d'un commerce non régulé - n'est pas convaincante. Cela rappelle ces mots de l'économiste britannique John Maynard Keynes: 'A long terme nous serons tous morts.'

Le commerce international n'est pas le facteur principal conduisant à la pauvreté et à l'inégalité au niveau mondial, mais il ne satisfait pas aux besoins des pauvres. Les pays riches continuent de s'accaparer la part du lion des marchés mondiaux à l'exportation, tandis que des pans entiers du monde en développement sont de plus en plus marginalisés. L'intégration aux marchés mondiaux accentue aussi les inégalités à l'intérieur des pays en développement. La prospérité croissante due à l'augmentation des exportations des hautes technologies de la 'Silicon Valley' indienne contraste crûment avec l'absence de progrès dans la réduction de la pauvreté en zones rurales. L'augmentation des exportations renforce les disparités économiques régionales: entre la Chine des côtes et celle des terres, entre le Nord du Mexique et les états de la 'ceinture de pauvreté' du Sud et entre les zones rurales et les zones urbaines thaïlandaise. Les inégalités hommes/femmes s'accroissent également, les relations de pouvoir au sein et en dehors du ménage faisant en sorte de favoriser l'homme aux dépens de la femme.

Les défenseurs de la mondialisation telle qu'elle existe actuellement font valoir que celle-ci est à l'origine de la création de nombreux emplois. Cependant ils ne prennent pas en compte l'exploitation dont souffrent ces employés. Au Bangladesh et au Cambodge les partenaires d'Oxfam assistent des femmes qui travaillent 14 heures par jour pour un salaire de misère. Les femmes travaillant dans les zones franches, depuis la Chine jusqu'au Honduras se voient dénier les droits du travail les plus élémentaires, y compris le congé maternité, la sécurité sociale et le droit d'adhérer à un syndicat. De telles pratiques contribuent à refuser à des millions de personnes une juste part des richesses qu'elles contribuent à créer, et, ce faisant, augmentent leur pauvreté et leur précarité.

Rien de tout cela n'est inéluctable. En lui-même, le commerce n'est pas intrinsèquement contraire aux intérêts des pauvres. Le commerce international peut être un facteur soit bénéfique soit néfaste. Les règles du commerce peuvent être conçues pour désavantager les pauvres et concentrer les profits entre les mains des riches ou bien alors elles peuvent être conçues pour créer un environnement permettant aux pays pauvres de combler leur retard sur le reste du monde. Le commerce peut créer des emplois - ou en supprimer. Il peut réduire l'écart entre les classes au sein d'un

même pays, ou exacerber les inégalités entre les classes sociales, les sexes et les régions. Il est capable d'améliorer les moyens de subsistance des pauvres ou de détruire leur environnement. Il peut apporter des devises étrangères dont les pays ont besoin pour acquérir de nouvelles technologies ou fournir les moyens d'importer du matériel militaire et contribuer à enrichir des dirigeants politiques corrompus. Ces conséquences ne sont pas prédéterminées. Elles résultent directement des politiques nationales et de la manière dont le commerce international est géré.

Le véritable défi est de faire contribuer le commerce à la réduction de la pauvreté en changeant les institutions, les règles et les politiques qui marginalisent les pauvres. Les 'pro-mondialistes' ont omis de relever ce défi. Ils proposent toujours la même recette: plus de libéralisation et une plus rapide intégration aux marchés mondiaux. Compte tenu de l'échec avéré d'un tel modèle, les arguments plaidant en faveur de la continuation de son application sont indéfendables.

Les 'anti-mondialistes' proposent quelque chose de radicalement différent. Derrière la bannière de la 'souveraineté nationale' ils proposent un retrait du commerce pour plus 'd'autonomie.' Comme on pouvait s'y attendre, une telle position est plus attractive, pour des raisons électorales, dans le monde industrialisé où la mondialisation est un facteur d'augmentation des incertitudes, que dans les pays en développement. L'hostilité à l'égard de l'immigration, le scepticisme à l'égard de la coopération internationale et la méfiance à l'égard du commerce commencent à rassembler une coalition potentiellement dangereuse d'ultra nationalistes, de partis d'extrême droite et autres 'anti-mondialistes'. Cette philosophie est utilisée par le politicien russe Vladimir Jirinovsky, qui demande: 'Pourquoi devrions-nous engendrer de la souffrance pour nous-mêmes ? C'est pour les autres que nous devrions engendrer de la souffrance' (Freeland 1993).

Cette opposition au commerce constitue une sérieuse menace pour les pays en développement. Il y a de très bonnes raisons de remettre en cause certains aspects de la mondialisation, notamment la libéralisation des marchés des capitaux. Comme dans les années 1920, nombreux sont les pays qui ont vu leurs bénéfices commerciaux se réduire ou même disparaître pour avoir ouvert leur économie au système financier mondial. Toutefois, l'intégration commerciale n'est pas similaire à l'intégration financière. Un retrait du système commercial international et une exclusion des marchés des pays industrialisés ne laisseraient aucune chance aux pays en développement ni à leurs populations de partager la prospérité mondiale. Ces pays n'en seraient que plus isolés et abandonnés à leur propre sort. La 'souveraineté nationale' sans stratégie crédible de réduction de la pauvreté n'est guère plus qu'une rue à sens unique menant à une auto-suffisance de misère.

Il ne s'agit pas non plus de contester la légitimité des craintes et de la colère suscitées par la mondialisation au sein des pays en développement. De nombreuses communautés et organisations avec lesquelles Oxfam travaille dans les pays en développement voient à juste titre le commerce international comme un jeu régi par des règles qui les empêchent d'en tirer profit. Tant que les règles commerciales n'offriront comme perspectives que la pauvreté et les inégalités, le système du commerce international continuera de souffrir d'un manque de légitimité.

La politique du ‘deux poids, deux mesures’ menée par les sphères dirigeantes

Les opinions contre le commerce ne sont pas nées avec la phase ultime de la mondialisation. Tout au long de l’histoire, le commerce international a été l’objet d’une controverse majeure. Le philosophe grec Aristote, admettait sans enthousiasme qu’un certain commerce était impératif, mais pensait que celui-ci constituait un élément perturbateur dans la vie de la communauté (Aristote 1967: 51). Jusqu’au dix-neuvième siècle, la plupart des gouvernements européens considéraient le commerce comme une guerre non déclarée. Leur objectif était de maximiser leurs propres profits en minimisant ceux des nations concurrentes, leur arme principale étant les barrières à l’import. Ce n’est qu’en 1817, avec l’élaboration par David Ricardo de la théorie de l’avantage comparatif que le commerce - en tant qu’activité mutuellement bénéfique - a commencé à susciter un intérêt politique. Aujourd’hui, la doctrine du libre-échange règne en maître. Cette conviction est si forte et la foi de ses partisans si absolue qu’elle s’est posée en religion économique de la mondialisation. Mais il s’agit là d’une bien curieuse religion, ses disciples, tout au long de l’histoire n’ayant appliqué ce credo à leur propre comportement que de manière sélective.

Le premier chantre du libre-échange au monde fut la Grande Bretagne. Ayant auparavant érigé ses propres industries derrière de puissantes barrières douanières, la Grande Bretagne s’est partiellement convertie au libre-échange dans la première moitié du dix-neuvième siècle. Le poids des intérêts particuliers fit que maintes barrières douanières empêchant l’accès à son propre marché furent conservées intactes. De telles contraintes ne s’appliquant pas à l’étranger, quand elle se heurtait à des barrières douanières dans d’autres pays, la Grande Bretagne pouvait faire montre de tout le zèle d’un converti de fraîche date. La ‘mission civilisatrice’ de la nation, consistait, aux yeux des dirigeants politiques du moment, à éliminer toutes les restrictions à l’import, par la persuasion si possible et la force si nécessaire. Quand la Chine interdit la vente d’opium par la Compagnie Britannique des Indes Orientales pour des raisons de santé publique, le premier ministre de l’époque, Lord Palmerston, décida de défendre le droit au libre-échange. Il y dépêcha une flotte qui bombardait Canton et plusieurs autres ports. Le résultat en fut le Traité de Nanking de 1842, par lequel l’empereur de Chine fut contraint d’établir des zones de libre-échange. Il s’agissait là de l’un des premiers traités de libre-échange au monde.

Les canonnières ne tonnent plus, mais le reste demeure globalement inchangé. Lord Palmerston lui-même aurait été impressionné par la capacité des gouvernements des pays riches à utiliser leur pouvoir et fausser les règles pour parvenir à leurs fins, comme dans le cas de l’accès au marché.

En effet, les pays riches sont les ardents défenseurs de la libéralisation des pays en développement alors qu’ils conservent de fortes barrières douanières contre les importations en provenance de ces mêmes pays. La concurrence dans le commerce international peut être comparée à une course d’obstacles avec toutefois une différence: les plus faibles athlètes affrontent les plus hauts obstacles. Pire encore, les barrières douanières imposées par les pays industrialisés se concentrent sur des domaines comme l’agriculture ou les textiles, domaines où les pays en développement ont le plus grand avantage de compétitivité. Ces barrières font partie des principaux obstacles au développement d’un système d’échanges capable de réduire la pauvreté et les inégalités.

Comme au temps de la diplomatie commerciale coercitive, les pays riches combinent protectionnisme chez eux et quête agressive de marchés à l'extérieur, tout particulièrement quand de puissants intérêts privés sont en jeu. L'Union Européenne et les États-Unis ont utilisé l'OMC pour accroître les droits des investisseurs privés, imposer une protection maximale de la propriété intellectuelle, ce au profit de leurs entreprises transnationales et forcer l'ouverture des principaux marchés. Les grandes sociétés de ce début du vingt-et-unième siècle sont tout aussi efficaces que l'était la Compagnie des Indes Orientales au dix-neuvième siècle pour ce qui est de promouvoir leurs intérêts commerciaux par le biais de gouvernements puissants.

Certaines preuves de la politique du 'deux poids deux mesures' dans les règles qui régissent le monde du commerce, suggèrent quelques comparaisons historiques intéressantes. Durant leur propre essor industriel, les pays aujourd'hui riches ont insisté sur le droit d'ériger des barrières douanières pour protéger leurs industries naissantes. Des pays comme les États-Unis ou l'Allemagne ont rejeté catégoriquement le libre-échange jusqu'au jour où ils se sont imposés en tant que puissances économiques de premier ordre. Malheureusement, ces comparaisons ne relèvent pas seulement d'un intérêt historique. Pendant que les pays riches maintiennent les portes de leurs propres marchés rigoureusement fermées, ils utilisent leur influence sur des institutions telles que l'OMC, la Banque Mondiale et le FMI pour s'ouvrir la voie des marchés des pays en développement. Le message adressé au pays pauvres par les pays riches peut être ainsi résumé: 'Faites ce que nous disons, ne faites pas ce que nous faisons'. Cette libéralisation inégale est l'une des causes qui font que les profits du commerce international vont plutôt aux pays riches (Khor 2001: 117-18).

Une crise de légitimité

La politique du 'deux poids deux mesures' et l'hypocrisie éhontée des gouvernements des pays industrialisés contribuent à expliquer l'un des plus grands paradoxes du système commercial international. Au vu des critères de création de richesses, la puissance de ce système a atteint son apogée. Pourtant, la légitimité des règles et des institutions qui régissent ce système n'a jamais été aussi contestée. Il y a un sentiment omniprésent - et justifié - que les pays industrialisés gèrent l'économie mondiale d'une manière visant délibérément à conserver les privilèges des riches aux dépens des nations et des communautés les plus pauvres.

Ce sentiment a été fortement constaté au cours des recherches menées par Oxfam au sein de communautés vivant dans les pays en développement. Un jeune étudiant thaï a exprimé un sentiment partagé par beaucoup: 'Le commerce international, c'est comme un gros poisson qui en mangerait un plus petit. Les grands pays établissent les normes et les utilisent pour étouffer les petits pays. Les nations les plus faibles devraient avoir plus de pouvoir. Quoique nous fassions ... les plus grandes nations arrivent en premier et essayent de se l'accaparer entièrement.'

Les responsables de l'OMC et les porte-paroles des gouvernements des pays industrialisés aiment à considérer les préoccupations du public au sujet des règles commerciales et des institutions mondiales comme étant limitées à une poignée de contestataires provenant des pays riches (Legrain 2000). Ils ont tort. Il ressort de l'étude d'Oxfam un sentiment profond d'impuissance mêlé de colère, partagé par beaucoup de gens dans les pays en développement. Comme cet étudiant thaï cité plus haut, des millions d'hommes dans les pays les plus pauvres au monde ressentent et vivent le système du commerce mondial comme une source d'injustice et d'arbitraire.

Ces thèmes sont ressortis régulièrement de nos entretiens avec des producteurs des pays en développement. Les petits exploitants agricoles du Mexique savent que leurs moyens de subsistance sont anéantis, non pas par le marché 'libre' mais par les subventions et par les pratiques commerciales iniques de l'Europe et des Etats-Unis. L'un d'entre eux a dit aux membres de Oxfam: 'Vous voulez savoir pourquoi nous ne pouvons pas concurrencer les agriculteurs américains ? C'est parce que le marché est injuste. Nous sommes pauvres et ils sont riches - et ils ont des subventions alors que nous n'avons rien.' Des femmes travaillant dans des zones de libre-échange du Bangladesh, du Mexique et du Honduras ont exprimé une profonde colère à l'égard des pratiques relatives à leur emploi qui les reliait aux consommateurs du Nord. Une femme bengalie commente: 'Personne ne devrait travailler sans un minimum de droits et de dignité. Est-ce que les gens de vos riches pays qui portent les chemises [que nous fabriquons] connaissent notre condition - s'en soucient-ils ?' De petits exploitants agricoles cultivant du café en Tanzanie et du cacao au Ghana savent qu'ils ne reçoivent pas un prix équitable pour leurs produits. Comme l'a exprimé un agriculteur tanzanien: 'Quelqu'un doit s'enrichir avec notre café, mais ici, tout ce que nous avons, c'est la pauvreté.'

Tous ces commentaires témoignent, de différentes manières, de la crise de légitimité à laquelle est confronté le système commercial multilatéral lequel a échoué à offrir aux pays pauvres et aux exclus une part raisonnable de la prospérité mondiale. En tant qu'intervenants les plus faibles, les pays en développement ont besoin d'un système basé sur le droit. En fait ils en ont encore plus besoin que les pays riches. Sans la capacité de riposter, le droit est leur seule protection contre les abus de pouvoir économique. Pourtant, vus des pays en développement, les règlements et les institutions existants tendent clairement à favoriser les intérêts des pays riches. Au lieu de contrebalancer le pouvoir économique, ces règlements et ces institutions renforcent la position des forts et affaiblissent plus encore celle des plus vulnérables.

Il n'y a pas que les règles du commerce international qui doivent changer. Quand des pays comme l'Inde, le Brésil ou le Mexique envoient des représentants aux meetings de l'OMC, ceux-ci soulèvent - à juste titre - le problème de la redistribution des profits issus du commerce vers les pays les plus pauvres. De concert avec le reste des pays en développement, ils plaident pour que les gouvernements des pays industrialisés placent les intérêts des pays pauvres au centre de leurs préoccupations. Pourtant beaucoup de ces mêmes gouvernements ont un triste bilan dans le domaine de la réduction de la pauvreté. Les principes d'équité internationale qu'ils invoquent avec insistance à l'OMC ne sont pas appliqués chez eux.

Des systèmes de redistribution inégaux et de dépenses publiques iniques interdisent aux pauvres l'accès à des biens dont ils ont besoin pour tirer profit des opportunités offertes par le commerce - des biens comme la terre, les infrastructures commerciales et l'éducation. Les profondes inégalités existant entre les sexes ne font l'objet d'aucun programme d'action. Or la libéralisation du commerce se fait souvent au détriment des franges les plus vulnérables de la société - tels que les petits exploitants et les travailleurs à faible salaires - pendant qu'elle concentre les profits entre les mains des plus riches. En bref, la plupart des gouvernements des pays en développement ne se gênent pas pour infliger à leurs propres peuples les mêmes injustices qu'ils accusent - à juste titre - les gouvernements du Nord d'infliger aux pays en développement.

L'échec institutionnel

Le propos central de ce rapport est qu'il n'existe aucune garantie qu'un commerce accru réduise automatiquement la pauvreté. Cependant, s'il est géré de façon appropriée, le commerce peut aider à arracher à la pauvreté des millions de personnes en créant de nouvelles possibilités pour une croissance économique diversifiée. Mal géré, comme il l'est aujourd'hui, il conduira des millions d'hommes et de femmes vivant dans les pays les plus pauvres à encore plus de marginalisation. Aucun pays ne sera à l'abri de l'instabilité allant de pair avec la pauvreté, des inégalités et du ressentiment qui s'ensuivra.

Les pays riches ont une responsabilité morale et un intérêt collectif à prévenir ces conséquences néfastes. La pauvreté et l'énorme gaspillage de potentiel humain qu'elles engendrent ne sauraient être tolérés dans l'ère d'abondance que nous vivons. L'intérêt collectif découle en partie de considérations économiques: tous les pays guettent l'occasion de profiter de la prospérité que le commerce peut engendrer, mais il y a également une préoccupation profonde: dans un monde globalisé, les problèmes sociaux et économiques ne se soucient guère des frontières nationales. Si des pans entiers des pays en développement se voient privés d'occasions d'échapper à la misère, ils ne resteront pas à l'état de ghettos misérables auto-contenus. Les conflits, les réfugiés et les problèmes de santé créés par la pauvreté seront exportés vers d'autres pays.

L'histoire en offre de nombreux exemples. Après la première guerre mondiale la dernière grande période de mondialisation se termina, créant les conditions pour la grande dépression des années 1920 et les tensions nationalistes qui ont conduit à la seconde guerre mondiale. Ayant pris de l'ampleur durant les 75 précédentes années, l'économie mondiale intégrée des années 1920 s'est écroulée comme un château de cartes. L'instabilité financière, l'effondrement du commerce international et la baisse des prix des matières premières créèrent un cycle d'auto consolidation (James 2001). Les institutions mises sur pied pour gérer la coopération internationale étaient trop faibles ne fût-ce que pour contenir le pouvoir destructeur des marchés ou pour répartir les profits issus de la mondialisation afin de prévenir la catastrophe.

Les parallèles avec les années 1920 peuvent être exagérés mais ne sauraient être ignorés. A l'époque, comme aujourd'hui, le monde manquait des institutions nécessaires à la prévention des crises financières ou à leur propagation au système commercial. A l'époque, comme aujourd'hui, le commerce international était vécu comme une menace pesant sur la prospérité nationale. A l'époque, comme aujourd'hui, il n'y avait pas d'institutions ou de mécanismes capables de répondre à une crise durable des marchés mondiaux des matières premières. Par dessus tout, le sentiment de mécontentement amplement ressenti au sein des pays développés et des pays en développement à cause de l'échec des institutions mondiales à défendre l'intérêt public posent un défi au 'multilatéralisme' qui rappelle l'état d'esprit des années 1920.

Tirer les leçons du passé

Pour les dirigeants de la génération d'après 1945, les leçons de l'entre-deux-guerres étaient claires. Voyant que la prospérité mondiale et la paix étaient interdépendantes, ils souhaitaient un ordre et des institutions mondiales qui offriraient des chances, non pas à quelques uns, mais à tous. Comme l'a dit le Président Franklin Roosevelt dans son quatrième discours d'investiture: 'Nous avons appris que nous ne pouvions pas vivre seuls en paix, que notre propre bien-être dépendait du bien-être de nations lointaines ...

Nous avons appris à être des citoyens du monde, des membres de la communauté internationale' (Roosevelt 1945).

La communauté humaine de la première décennie de ce nouveau millénaire a un besoin urgent d'institutions capables de gérer les marchés pour le bien de tous. Le financier et philanthrope George Soros observe que les marchés mondiaux suivent une logique où les valeurs communes sont de plus en plus rares et qu'ils conditionnent les choix politiques, et non l'inverse. Il considère l'échec politique général tant au niveau national qu'au niveau international comme la plus grande menace pesant sur la stabilité (Soros 1998). Ecrivant sur ce même sujet, Paul Volcker, Président du Système de la Réserve Fédérale des États-Unis, a attiré l'attention sur l'échec des institutions mondiales à gérer les relations entre les pays d'une manière qui réponde aux critères minimaux d'équité: 'Quand le FMI traite avec un pays pauvre et faible, ce pays s'aligne sur sa position, mais quand il traite avec un pays grand et puissant, c'est le FMI qui s'aligne sur la position de ce pays. Quand de grands pays entrent en conflit, le FMI s'écarte de la ligne de feu. (Volcker and Gyohten 1992).

Cet échec à la fois politique et institutionnel est au centre de la crise de légitimité qu'affronte le 'multilatéralisme' dans le commerce international. Dans certains cas, l'OMC a été utilisée comme un rouleau compresseur pour enfoncer la porte des marchés des pays en développement et pour promouvoir les intérêts des entreprises transnationales basées dans les pays industrialisés. Dans d'autres cas, elle adopte des lois visant à entériner la politique du 'deux poids, deux mesures' légitimant des subventions pour l'agriculture ou des tarifs douaniers afin de satisfaire les exigences américaines et européennes. De telles pratiques sont en porte-à-faux avec les principes d'équité et d'équilibre des droits et obligations qui sont des conditions essentielles au fonctionnement d'un système basé sur le droit.

Le temps presse à l'OMC. Fin 1999, la réunion des ministres des pays membres à Seattle s'est soldée par un échec retentissant suite au refus collectif des pays en développement de participer à un cycle de négociations qui ne représentait pas leurs intérêts. L'attention des médias s'est concentrée sur les manifestants mais la réunion a échoué du fait du manque de volonté politique de la part des principales puissances commerciales de tenir compte des intérêts des pays en développement. Les appels pour honorer les engagements pris par le passé comme l'accélération du processus de réduction des barrières douanières touchant les textiles et l'agriculture, furent délibérément ignorés.

Deux ans plus tard, une réunion similaire, tenue à Doha, suite aux attaques terroristes sur les USA du 11 septembre 2001, a démontré l'incapacité collective des gouvernements des pays riches à tirer les leçons de leurs propres erreurs. S'étant dans un premier temps engagés en faveur d'un nouveau cycle de négociations sur le commerce centrées sur le développement (dit « cycle du développement»), ils n'ont finalement rien changé à leurs habitudes. De vagues engagements à faciliter l'accès aux marchés n'ont pas été traduits en une stratégie concertée de mise en œuvre d'un changement concret. La crédibilité déjà entamée du système multilatéral frôle un point de rupture. L'incapacité d'élaborer de nouvelles règles et de mettre fin à de vieilles injustices met en péril la survie de l'OMC et fragilise donc la stabilité du système commercial mondial.

Après les attaques terroristes sur New York et Washington en septembre 2001, plusieurs gouvernements de pays industrialisés ont pris conscience des menaces pesant

sur la sécurité collective que constituent la pauvreté et l'inégalité. Un ministre des finances, le chancelier britannique Gordon Brown a proposé une vision audacieuse de réforme. Rappelant l'esprit de la conférence de Bretton Woods à la fin de la seconde guerre mondiale, il a appelé à un engagement pour une 'mondialisation sans exclusion' (Brown 2001). Ce but est à notre portée. Seules manquent la vision, les politiques et les institutions pour l'atteindre.

CHAPITRE 1

Commerce et mondialisation au vingt-et-unième siècle

L'idée selon laquelle la mondialisation serait un phénomène nouveau est une conception erronée de la fin du vingtième siècle. Les pays en développement se sont progressivement intégrés à l'économie mondiale depuis la découverte du nouveau monde, il y a plus de cinq siècles. Il y a de nombreux éléments de continuité entre le passé et le présent parmi lesquels le rôle dominant des pays riches dans la gestion des marchés mondiaux, et ce, pour la défense de leurs propres intérêts. Pourtant, la mondialisation de ce début de vingt-et-unième siècle est en train de révolutionner les relations économiques entre les pays, et l'orientation future de ces changements aura de profondes répercussions sur la réduction de la pauvreté.

Le degré d'interdépendance dans l'économie mondiale implique que la prospérité de tous les pays est plus étroitement liée qu'auparavant. La prospérité dans chaque pays est de plus en plus dépendante de la prospérité ailleurs dans le monde. Le dicton 'nous nageons ou coulons ensemble' a pris une nouvelle signification dans les relations économiques internationales. Mais la mondialisation ne signifie pas seulement d'abstraites relations économiques entre les pays. Derrière les puissants facteurs économiques mondiaux il y a des processus qui altèrent la vie de gens ordinaires des pays en développement.

La mondialisation se manifeste d'une manière étrange. Il y a cinq ans, Shawaz Begum a quitté son village rural du sud-est du Bangladesh afin de trouver du travail dans la capitale Dacca. Aujourd'hui, elle vit à Ashulia, un bidonville s'étalant à la périphérie nord de la ville, un lieu de profonde misère. L'approvisionnement en eau et l'hygiène y sont des problèmes majeurs, tout particulièrement durant la saison des pluies. Shawaz loue un logement d'une pièce qui se distingue à peine d'une cabane, fait de murs en terre séchée, de lattes de bois et d'un toit en plastique. Pourtant six jours par semaine elle pénètre dans un autre monde. Comme la plupart des jeunes filles à Ashulia, Shawaz travaille comme ouvrière dans une usine de vêtements. Située dans une zone franche et appartenant à une société sud-coréenne, l'usine produit des chemises de marque pour une centrale d'achat qui fournit des clients allant de Pierre Cardin à Adidas. Sur les étiquettes des chemises, on peut lire 'Made in Bangladesh', mais l'usine importe le fil d'Inde, le tissu de Taiwan et de Corée, les doublures de Chine et les

boutons d'Indonésie. Dans cette opération, quant à elle, Shawaz est payée 1,50 dollars pour une journée de dix heures de travail.

Les contacts entre la pauvreté des pays en développement et la prospérité des pays industrialisés ne sont pas nouveaux, mais la mondialisation rend ces contacts plus fréquents et plus intenses. Les contrastes qui en ressortent sont saisissants. Quelques-unes des chemises les plus chères au monde sont fabriquées par des femmes parmi les plus pauvres du monde comme Shawaz Begum. Des sociétés de premier plan comme Microsoft, IBM, et Intel, exploitent des bureaux de développement de logiciels au cœur de la misère et de l'analphabétisme des masses indiennes (Nicholson and Taylor 1997). Les systèmes informatiques haut-de-gamme sont assemblés par des ouvrières issues des régions rurales pauvres de Chine, des Philippines et du Mexique (Bank 1996). Certaines des usines automobiles les plus sophistiquées approvisionnant les marchés d'Europe et d'Amérique du Nord sont aujourd'hui situées dans des pays en développement.

En termes plus généraux, la 'mondialisation' décrit la croissance de l'interdépendance des pays du monde. Le commerce international conjugué à l'immense augmentation des mouvements de capitaux, à la rapide expansion des sociétés transnationales et aux avancées technologiques, est le plus puissant facteur conduisant à cette interdépendance. Mais derrière ces forces économiques abstraites, la mondialisation est également en train de transformer la vie de gens ordinaires et de reconfigurer les relations économiques entre les pays.

Ce chapitre étudie le rôle du commerce international dans la formation des relations entre les pays. La première partie traite du commerce international en tant que facteur de la mondialisation et démontre comment il bouleverse les schémas connus. La seconde partie décrit certaines forces technologiques qui modèlent la mondialisation et souligne le rôle des entreprises transnationales. La troisième partie passe brièvement en revue quelques éléments de continuité et quelques différences constatés entre la mondialisation de ce début de vingt-et-unième siècle et celles des périodes antérieures.

Le commerce international et la mondialisation

Durant la dernière décennie du seizième siècle, l'Angleterre d'Elisabeth I était en guerre contre l'Espagne et le Portugal. C'était la première guerre de l'ère mondialisée et les enjeux étaient de taille. L'Espagne et le Portugal, ayant découvert les Indes orientales et le Nouveau Monde, récoltaient les bénéfices provenant de l'extraction des métaux précieux et d'autres matières premières prisées des marchés européens. Ce pillage générait un trafic lucratif. Soucieuse de redistribuer quelques-uns de ces bénéfices, la reine Elisabeth I donna sa bénédiction à des actes de piraterie. Les flottes anglaises se rassemblaient au large des Açores afin d'intercepter des navires espagnols en provenance du Nouveau Monde, chargés de trésors dérobés au Mexique et au Pérou. En 1592, les corsaires eurent la chance d'intercepter le navire portugais *Madre de Deus* sur le chemin du retour des Indes orientales. Il était chargé de 425 tonnes de poivre, de 45 tonnes de clous de girofle, de 3 tonnes de macis et de 3 tonnes de noix de muscade, de même que de grandes quantités de pièces d'or et d'argent, d'énormes quantités de tissus et de caisses pleines de bijoux. La valeur estimée du contenu de ce cargo équivalait à la moitié de tout l'argent de l'Échiquier britannique.

Le vol et le pillage sont des sujets récurrents dans l'histoire du commerce, particulièrement du point de vue des pays en développement. Quand les économistes écrivent aujourd'hui au sujet de la mondialisation, ils décrivent généralement un processus d'intégration au marché mondial qui aurait débuté à la fin du dix-neuvième siècle, aurait souffert une inversion de tendance entre les deux guerres mondiales et aurait regagné en puissance dans les années 1980 (voir, par exemple, O'Rourke et Williamson 2000, Banque Mondiale 2001a). Les cinq précédents siècles durant lesquels les pays industrialisés d'aujourd'hui ont étendu leur domination sur l'économie mondiale disparaissent de l'histoire. Durant cette période les pays en développement ont été intégrés au système commercial mondial en des termes visant à favoriser les nations constituant le monde industrialisé d'aujourd'hui. Le commerce était un moyen de transférer richesses et pouvoir des pauvres vers les riches. Le trafic des métaux précieux en provenance du Nouveau Monde est un exemple de mondialisation précoce. Au dix-septième siècle, l'imposition, aux Indes orientales - par les colons néerlandais - de systèmes de cultures forcées a posé les bases d'un énorme transfert de revenus à travers le commerce des épices. L'esclavage et le colonialisme furent des étapes décisives de la création de véritables marchés mondiaux, lesquels étaient conçus dans l'unique but de concentrer richesses et profits. Le pouvoir politique - autant que les échanges économiques - décidait de la répartition des profits issus du commerce. Ceci constitue un des éléments marquants de continuité entre les formes passées et présentes de la mondialisation.

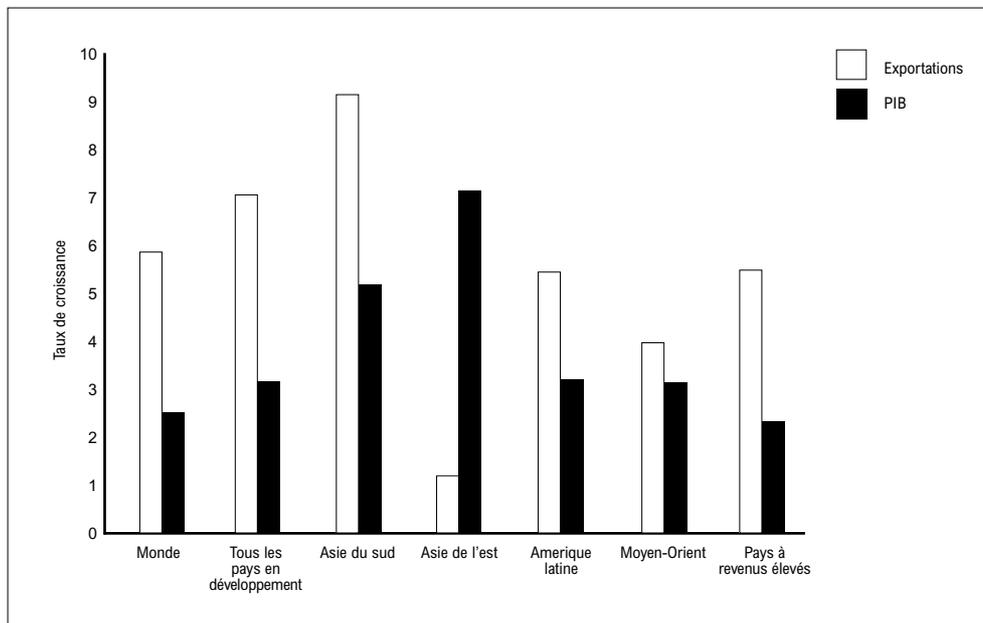
La mondialisation et le commerce – rappel historique

À la fin du dix-neuvième siècle, le monde était parfaitement intégré grâce à la circulation des biens, des capitaux et des personnes. Les bateaux à vapeur et les chemins de fer relient les pays entre eux et ouvraient les marchés nationaux. Le télégraphe facilitait l'émergence de marchés internationaux de capitaux. Durant les trente années précédant 1914, la part du commerce dans le produit intérieur brut (PIB) mondial doubla (Hirst et Thompson 1995: Ch 2). Ce n'est que dans les années 1970 que la plupart des pays industriels recommencèrent à exporter le même ratio de PIB qu'elles exportaient avant 1914. En terme de richesse nationale, les importations et les exportations de capitaux étaient supérieures au début du dix-neuvième siècle à ce qu'elles sont aujourd'hui (James 2001:11-12) et surtout, les gens traversaient les frontières. Plus de 36 millions de personnes, la plupart d'entre elles provenant de milieux ruraux pauvres quittèrent l'Europe entre 1871 et 1915, en majorité pour le Nouveau Monde (Faini et al. 1999).

La mondialisation du début du dix-neuvième siècle eut une incidence majeure sur la répartition des revenus mondiaux. Les flux de capitaux créèrent les infrastructures pour l'exportation de produits agricoles à forte intensité de main d'œuvre, qui étaient échangés contre des produits manufacturés. Les revenus moyens augmentaient et se normalisaient à mesure que les inégalités s'atténuaient. Les écarts de richesses diminuèrent d'à peu près un tiers dans le dernier quart du dix-neuvième siècle (O'Rourke et Williamson 2000:14). Les flux de capitaux et le commerce facilitèrent la croissance des exportations et l'augmentation de la demande de main d'œuvre dans le Nouveau Monde, permettant ainsi aux travailleurs immigrés d'être accueillis à des niveaux de revenus plus élevés. On estime que l'émigration est à l'origine de plus des deux tiers de la convergence des revenus dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, le reste étant imputable au commerce (Lindert et Williamson 2001).

Figure 1.1
Croissance annuelle moyenne des exportations et du PIB (%) (1990-1999)

Source: Banque mondiale 2001d, FMI 2001a



La période de l'entre-deux-guerres au vingtième siècle vit un rapide recul de l'intégration mondiale. La crise des marchés de capitaux mena à la transmission et l'internationalisation de la grande dépression. Les gouvernements réagirent au rappel des prêts par les banques en freinant la demande, afin de répercuter sur les autres pays les coûts d'adaptation. Tous les pays répondirent aux pressions subies par les balances des paiements suite à l'effondrement des exportations, en restreignant les importations en provenance des pays concurrents, créant ainsi une spirale à la baisse (James 2001). Un protectionnisme concurrentiel était à l'ordre du jour. L'arme de prédilection était la protection douanière, les USA menant le bal de l'imposition de hauts tarifs douaniers dès 1929. Les flux de capitaux et de marchandises s'effondrèrent et la croissance économique mondiale chuta d'à peu près un tiers. La masse des chômeurs conduisit à l'augmentation de la pauvreté à l'intérieur des pays alors que le degré d'inégalité entre les pays s'accrut (Maddison 2001: 22-3).

L'expérience des années 1930 recèle d'importantes leçons pour les pays riches d'aujourd'hui. Elle illustre clairement ce qui arrive quand des pays interconnectés poursuivent des politiques de nature à porter préjudice aux intérêts de leurs partenaires commerciaux. Quand les États-Unis ont fermé leurs marchés, leurs exportations se sont rapidement effondrées, à cause de la baisse du pouvoir d'achat à l'étranger. Quand les banques britanniques rappelèrent leurs prêts, elles portèrent irrémédiablement préjudice aux intérêts des exportateurs de produits manufacturés. L'interdépendance amène des profits; mais quand elle déraile, elle a aussi la faculté de provoquer des coûts sociaux et économiques.

Le commerce et l'interdépendance: les pays en développement dans l'économie mondialisée

L'économie mondiale intégrée du début du siècle dernier présente davantage qu'une vague ressemblance avec les conditions prévalant aujourd'hui. Y a-t-il quelque chose de différent dans la mondialisation d'aujourd'hui? Et comment conçoit-elle les relations entre pays développés et pays en développement?

La réponse à ces questions est en partie quantitative. L'intégration économique se fait à

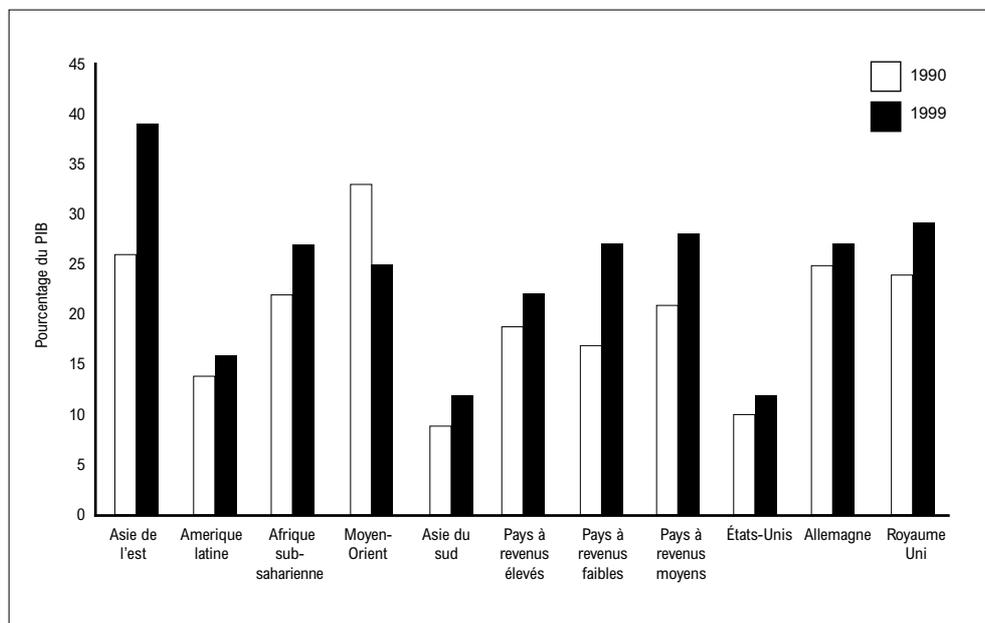


Figure 1.2
Exportations en pourcentage
du PIB (1990 et 1999)

Source: Banque mondiale 2001b

une vitesse vertigineuse, et l'un de ses plus puissants moteurs est le commerce international. Durant les 20 dernières années, le volume du commerce mondial a progressé deux fois plus vite que le Produit Intérieur Brut (PIB) mondial soit de six pour cent contre trois pour cent. Cela signifie que la valeur des exportations a triplé alors que pour la même période le PIB n'a que doublé. Les exportations représentent aujourd'hui presque un cinquième du PIB mondial. Ainsi, les pays sont plus étroitement imbriqués à travers le commerce que jamais auparavant, et dépendent de plus en plus les uns des autres pour leur prospérité. (Voir figure 1.1)

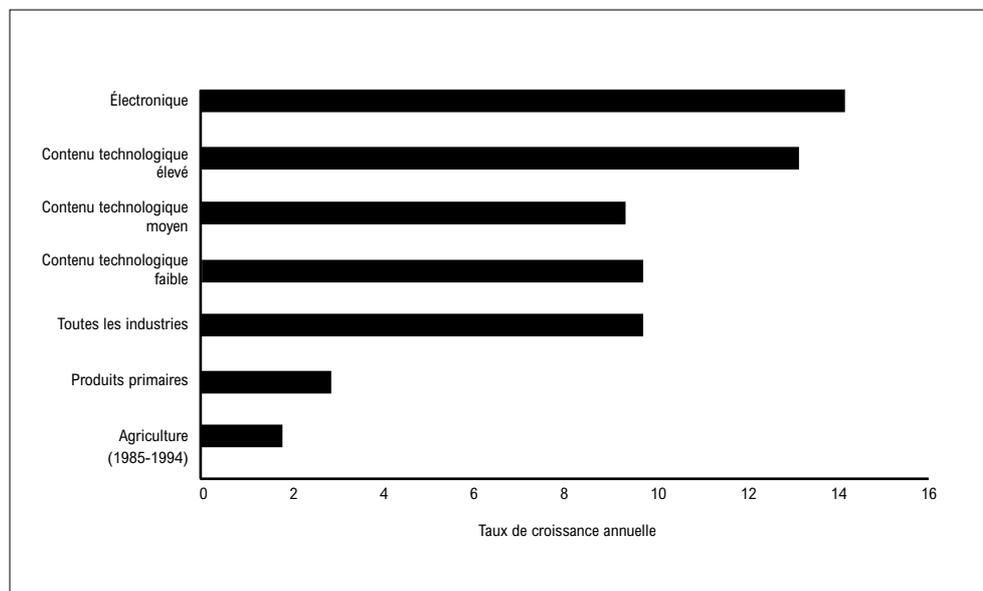
En tant que groupe, les pays en développement ont participé à ce processus. Les exportations progressent plus vite que le PIB dans la plupart des régions en développement, dans certains cas de manière dramatique. Par conséquent, la dépendance vis-à-vis des exportations en tant que source de création de richesses croît bien plus rapidement dans les pays en développement que dans les pays industrialisés. Durant la dernière décennie, la part du commerce dans le PIB a progressé de sept pour cent dans les pays en développement, et de dix pour cent dans les pays à faibles revenus. Les exportations représentent aujourd'hui plus d'un quart du PIB dans les pays en développement. Le taux de croissance de la dépendance aux exportations a été plus rapide en Asie du Sud-est et (quoique qu'étant partie de peu) dans le Sous Continent Indien (figure 1.2). Bien que ce taux de croissance en Afrique subsaharienne ait été plus faible, la part du commerce dans le PIB régional est encore deux fois supérieure à celui des États-Unis.

De forts degrés de dépendance aux exportations ont d'importantes répercussions. En clair, elles laissent les pays en développement dangereusement vulnérables aux changements qui s'opèrent sur les marchés mondiaux. Dans le même temps, la part croissante des exportations dans la richesse nationale signifie que le commerce international exerce une influence d'une importance croissante sur les revenus moyens.

Le changement ne tient pas seulement à l'augmentation du volume et de la valeur du commerce mais aussi à une transformation de la nature des échanges. Le commerce international devient une activité de plus en plus axée sur le savoir. La part du commerce des produits manufacturés croît aux dépens des matières premières, mais

Figure 1.3
Taux moyen de croissance
annuelle des exportations de
certains groupes de produits
(1985-1998)

Sources: CNUCED 1999 et OCDE 2001a



c'est la part des biens de haute technologie qui s'est le plus accrue (Lall 2001a). Depuis les années 1980, le commerce mondial des produits manufacturés a augmenté trois fois plus que le commerce des produits de base et représente aujourd'hui plus des quatre cinquièmes du commerce mondial (figure 1.3).

Les technologies demandant de lourds investissements en matière de recherche et de développement (R&D) et les infrastructures des technologies de pointe sont aujourd'hui les secteurs où la croissance est la plus dynamique du commerce international, secteur électronique en tête (voir figure 1.4). La part de ce groupe de produits a été multipliée par trois durant les 15 dernières années, pour représenter plus d'un quart du commerce mondial. Durant la même période, les produits de moyenne technologie, tels que les pièces détachées automobiles, l'ingénierie et d'autres produits industriels ont doublé leur part, alors que les marchés mondiaux des matières premières se sont effondrés. Leur part dans le commerce mondial a diminué de moitié depuis le milieu des années 1980 et la tendance générale est indubitablement à la baisse.

Les pays en développement ont contribué à ces changements structurels du commerce international. Non seulement ils participent d'avantage au système du commerce mondial, mais ils sont aussi devenus de plus grands exportateurs de produits de haute technologie. Parce que leurs exportations ont crû plus rapidement que celles des pays industrialisés, la part des pays en développement dans le commerce mondial est passé d'à peu près un cinquième à un quart durant la dernière décennie. La croissance des exportations a été accompagnée d'une transformation de leur nature. Les produits manufacturés représentent aujourd'hui plus de quatre cinquièmes du total des exportations des pays en développement, ratio à comparer avec un quart seulement au début des années 1980. Ces exportations ont crû plus rapidement que celles des pays développés, tout particulièrement dans les secteurs de haute technologie. Durant les 15 années suivant le milieu des années 1980, les exportations de produits manufacturés ont augmenté de 12 pour cent par an et les exportations de produits de haute technologie de plus de 20 pour cent – soit, dans ce dernier cas le double du taux de croissance atteint par les pays industrialisés. Dès lors, la part des pays en développement dans les marchés internationaux de produits de haute technologie s'est fortement accrue (figure 1.5).

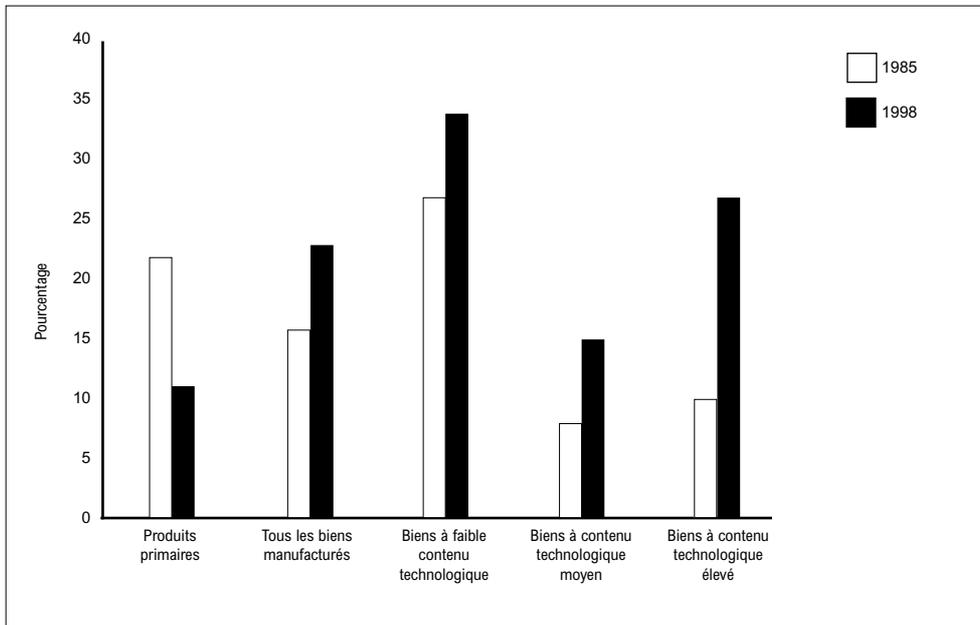


Figure 1.4
Part (%) de certains groupes de produits dans les exportations mondiales (1985 et 1998)

Source: Lall 2001a

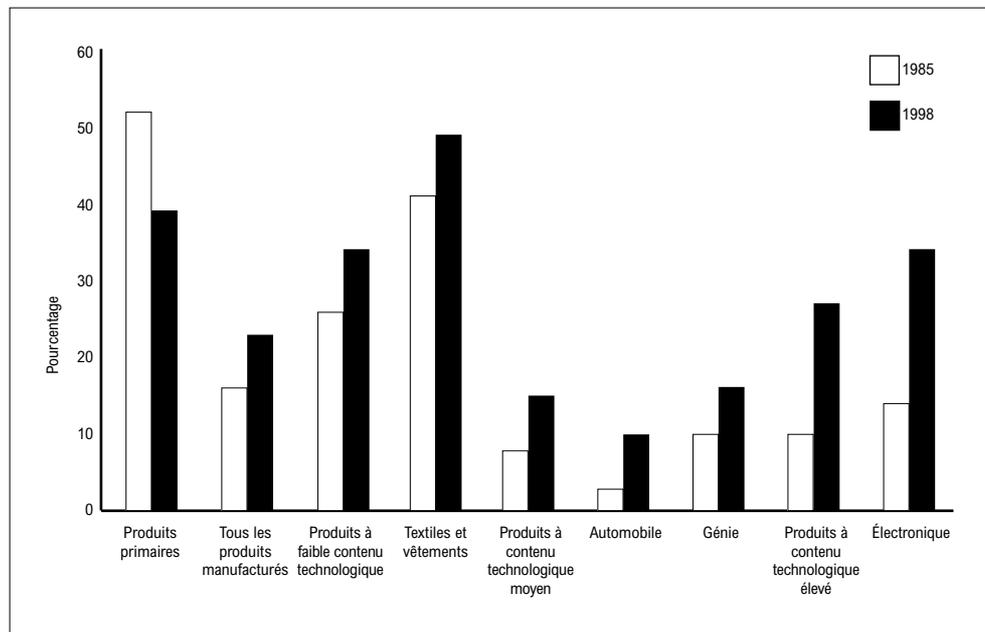
L'essor du commerce international est intimement lié aux flux des capitaux, tout comme c'était le cas durant la dernière poussée de mondialisation un siècle plus tôt. L'investissement direct à l'étranger (IDE) a joué un rôle décisif dans la croissance des exportations de beaucoup de pays en développement à cause de la délocalisation par les STN de leurs moyens de production. Une idée de l'ampleur des IDE en tant que source de financement peut être donnée par comparaison avec celle de l'aide au développement. Au début des années 1990, les flux d'aide aux pays en développement étaient à peu près équivalents aux flux des IDE. En 2000, les IDE dans les pays en développement atteignaient 240 milliards de dollars, alors qu'officiellement l'aide au développement s'élevait à 56 milliards de dollars. Les IDE ont crû de manière presque continue durant la dernière décennie (Banque Mondiale 2001b). Bien que l'investissement étranger ne représente encore qu'une faible part du PIB des pays en développement et que l'épargne nationale demeure la source principale d'investissements l'IDE n'en croît pas moins en importance.

L'IDE n'est pas la seule source d'intégration financière. La plus grande augmentation en flux de capitaux privés a été celle des investissements de portefeuille, tels que les obligations émises par les gouvernements et les grandes sociétés. Le développement des marchés mondiaux de capitaux a permis aux investisseurs institutionnels des pays industrialisés d'avoir accès aux actifs dans les pays en développement (actions cotées en bourse, obligations d'état ou obligations émises par les grandes sociétés). Les fonds de pension, les fonds communs de placement et les fonds de couverture ont canalisé en masse les flux de capitaux vers les pays en développement, pour un total de plus de 100 milliards de dollars pour l'année 1997 (Schmukler et Lobaton 2001).

Les pays en développement n'ont pas été immunisés contre un autre aspect propre à la mondialisation actuelle: la séparation entre les marchés des devises et les marchés commerciaux. Les nouvelles technologies de l'électronique ont transformé les devises en un produit de base de plus en plus négociable. Le chiffre d'affaires mondial quotidien du marché des devises en 1998 avoisinait 1,5 billion de dollars, soit 78 fois le volume quotidien des exportations de biens et de services, et une augmentation d'un tiers en une décennie (Bird and Rajan 2001).

Figure 1.5
Part (%) des pays en développement dans les exportations mondiales (certains groupes de produits, 1985 et 1998)

Source: Lal 2001a



Les nouvelles technologies et la production mondialisée

Les indicateurs économiques permettent d'identifier d'importants changements dans la façon dont les pays interagissent dans l'économie mondiale. Toutefois, ces indicateurs quantitatifs reflètent aussi certains changements qualitatifs qui sont la résultante de trois forces interactives: les nouvelles technologies, l'émergence de systèmes de production mondiale et les activités des entreprises transnationales.

La nouvelle révolution technologique

La différence la plus marquante entre la mondialisation actuelle et celle d'il y a un siècle est peut-être due aux changements technologiques. Les avancées en matière d'informatique et de télécommunication ont créé des occasions sans précédent pour l'essor du commerce. Les nouvelles technologies créent un réseau de connexions –tant électroniques qu'en matière de production - d'une densité jamais atteinte auparavant entre les pays développés et ceux en développement.

La première révolution industrielle, celle du dix-huitième siècle, a été tirée en avant par la puissance de la vapeur et par la production de textiles. Elle a repris au dix-neuvième siècle, avec le développement du chemin de fer et a connu une nouvelle impulsion avec l'apparition de l'électricité et des industries scientifiques. La mondialisation actuelle a été rendue possible grâce à une autre série de changements technologiques. Les caractéristiques de la révolution dans les technologies de l'information (TI) sont, comme lors de périodes antérieures, les progrès rapides de la science des matériaux et la diffusion d'une nouvelle technologie. En fait, la révolution des TI a probablement des répercussions d'une portée supérieure à tout ce que l'on a connu précédemment.

Les semi-conducteurs sont au centre de cette nouvelle révolution. Les capacités informatiques s'accroissent à un rythme ahurissant. Durant la dernière décennie, la capacité des puces de semi-conducteur a doublé tout les 18-24 mois et la puissance des ordinateurs a été multipliée par 100 (FMI 2001a:106-7). La puissance des ordinateurs,

des réseaux de communications et des systèmes de stockage et d'extraction de données a probablement crû plus rapidement qu'aucune autre technologie dans l'histoire (Castels 2000). L'augmentation de cette puissance a été accompagnée d'une réduction des coûts. Quand Intel a mis sur le marché son microprocesseur Pentium 4 à la mi 2001, son prix était inférieur de moitié à la précédente génération de puces, ce qui illustre bien la relation inverse entre le prix et le développement de la vitesse de traitement (Abrams et Harney 2001).

Le mariage des technologies informatiques et de télécommunication – appelé «numérisation» – est l'une des caractéristiques propres à la mondialisation actuelle (Schiller 2000). Il a rendu possible la création de nouveaux systèmes de production basés sur de vastes réseaux d'information qui peuvent être utilisés, à bas prix, par un grand nombre d'utilisateurs. Le coût de la transmission d'informations entre et au sein de ces systèmes a considérablement chuté (Wristin 1997). Il y a dix ans, une communication téléphonique de 15 minutes entre New York et Manille aurait coûté 40 dollars aux prix d'aujourd'hui. Il coûte aujourd'hui moins de 10 cents d'envoyer par e-mail un document de 50 pages sur cette même distance. L'utilisation d'Internet a crû de manière exponentielle. Le World Wide Web n'a pris que trois ans depuis son lancement sur le marché en 1989 pour atteindre un réseau mondial de 50 millions d'utilisateurs. L'activité sur Internet double tous les 100 jours (Yusuf 2000); le nombre de connectés pour l'an 2005 est estimé à un milliard de personnes.

Toutefois, les inconditionnels de la technologie ont tendance à émettre des thèses exagérées quant à la faculté des ordinateurs à transformer le monde. Ils en oublient que la moitié de la population mondiale n'a jamais effectué un appel téléphonique et à plus forte raison ne s'est jamais connecté à Internet (UNDP 2001a). Il y a des limites à la portée des nouvelles technologies, mais elles n'en n'ont pas moins révolutionné le commerce.

La transmissibilité est l'une des caractéristiques propres à la révolution des TI. Les précédentes révolutions industrielles avaient vu des nouvelles technologies comme le chemin de fer et les centrales électriques s'étendre assez lentement à travers le monde, surtout en ce qui concerne les pays en développement. Les technologies numériques diffèrent à cet égard. Leur fort ratio Prix/poids les rend beaucoup plus mobiles, avec pour conséquence une diffusion à l'échelle mondiale plus rapide des produits intégrant ces technologies (FMI 2001a:105).

Tout ceci a une incidence majeure sur la nature du commerce international. Dans le modèle classique ayant pour base l'avantage comparatif, la localisation d'une industrie s'explique par deux facteurs: la présence de ressources naturelles et une abondance relative de capitaux et de main d'œuvre. La Grande Bretagne a pris la tête de la première révolution industrielle parce qu'elle avait les capitaux lui permettant de construire des usines et l'eau et le charbon pour les faire tourner. Pittsburgh devint la capitale du fer et de l'acier des États-Unis parce que la situation géographique des réserves de charbon, de minerai de fer, les rivières et les lacs du pays en faisait l'option la plus viable. Les pays en développement, suivant ce raisonnement, produisaient des textiles bon marché et exportaient des produits agricoles parce qu'ils disposaient en abondance de main d'œuvre bon marché et de terres arables. Les pays riches fabriquaient des produits plus élaborés parce qu'ils possédaient l'éducation et le savoir faire nécessaires à leur fabrication et parce que les technologies impliquées n'étaient pas aisément transférables.

La mondialisation et la révolution des TI n'ont pas complètement jeté aux oubliettes les modèles simples de l'avantage comparatif. Il y a toujours des limites à la transmissibilité de la technologie, lesquelles limites sont déterminées par des facteurs tels que le niveau d'éducation ou la qualité des infrastructures. Les anciennes théories de l'avantage comparatif et de la répartition du travail qu'elles impliquaient ont quand même été sévèrement battues en brèche comme en témoigne la rapide croissance des exportations de hautes technologies en provenance des pays en développement. Dans ce nouvel ordre mondial, il est de plus en plus possible de sauter les frontières et de joindre technologies de haute productivité et main d'œuvre à bas prix.

Les systèmes de production globale

La conjonction des changements technologiques et d'une rapide libéralisation a élargi les frontières des possibilités de production à la disposition des entreprises transnationales. Les systèmes de production mondiaux sont par conséquent devenus de plus en plus complexes, avec des sociétés amplement dispersées géographiquement et capables de produire et d'assembler des composants. Il y a un siècle la mondialisation était entretenue par un simple transfert de produits et d'argent entre les pays. Aujourd'hui, elle est entretenue par le développement de systèmes de production qui outrepassent les frontières nationales y compris celles séparant les pays riches et les pays pauvres.

Par le biais de l'investissement étranger et de contrats de sous-traitance, les sociétés peuvent situer leurs activités à valeur ajoutée dans n'importe quelle partie du monde sous réserve du savoir faire et des infrastructures disponibles. Une grande part de l'expansion du commerce mondial durant la dernière décennie est due au développement de systèmes de production mondiale. L'une des caractéristiques de ces systèmes est le fort degré de spécialisation. Des produits qui, il y a 20 ans, pouvaient être fabriqués dans un seul pays, sont faits aujourd'hui de composants ayant traversé des dizaines de frontières avant leur assemblage final.

Les économistes qualifient cette tendance de 'désintégration verticale de la production', ou de 'commerce intra-produit' (Arndt 1998). En langage simple, cela veut dire que les produits sont de plus en plus réduits à des composants constitutifs, sous-composants et procédés pouvant être fabriqués, assemblés ou utilisés partout dans le monde. Le commerce intra-produit, impliquant l'exportation et l'importation de composants destinés à constituer un produit final, représente aujourd'hui plus d'un tiers de la totalité du commerce mondial.

Le commerce intra-produit a conduit à une croissance rapide des exportations de produits de haute technologie en provenance des pays en développement. Grâce à leurs activités d'investissement à l'étranger, les entreprises transnationales ont créé de vastes réseaux et des centrales d'achats dont l'importance peut être masquée par les statistiques du commerce international. Par exemple, la forte augmentation du commerce régional entre les états du Sud Est Asiatique représente un développement des échanges au sein des systèmes de production des entreprises. En 1990, la société japonaise Fujitsu a ouvert une nouvelle usine dans une zone industrielle à la périphérie de Bangkok. Cette usine qui produit aujourd'hui plus d'un million de lecteurs de CD par mois n'est qu'une partie d'un plus vaste système relié par des activités d'import export à d'autres usines Fujitsu situées en Chine, en Malaisie, aux Philippines et au Vietnam, de même qu'à des dizaines de partenaires commerciaux et de sous-traitants fournissant des composants électroniques (Arnold 2001).

L'esprit et la signification de la mondialisation sont particulièrement bien illustrés par la ville chinoise de Dongguan. Il y a vingt ans c'était une ville insignifiante que peu de dirigeants des plus grandes entreprises transnationales au monde auraient été capables de situer sur une carte. Aujourd'hui elle est le centre d'une des plus grandes plateformes d'exportation au monde, accueille presque 3000 entreprises informatiques et entreprises liées aux TI qui fabriquent et assemblent une large gamme de produits, allant des lecteurs de disque aux cartes à circuits imprimés, en passant par les scanners, les claviers informatiques et les têtes magnétiques. Tous les grands acteurs du monde des TI – IBM, Hewlett Packard, Fujitsu, et Dell, pour n'en nommer que quelques uns possèdent des locaux à Dongguan. Le chiffre d'affaire du seul secteur des TI se monte à 10 milliards de dollars par an. Une grande partie de ce chiffre d'affaire provient du corridor économique de Hong Kong-Shenzhen-Guangzhou, qui traverse les sites de Dongguan. Les usines de la ville s'approvisionnent en matières premières auprès des usines situées le long de ce corridor et leur revendent les produits finis; toutes sont reliées à de plus vastes réseaux d'usines à l'intérieur et en dehors de la région. Le directeur adjoint d'IBM pour l'Asie a parfaitement bien décrit le rôle pivot de Dongguan par cette phrase: 's'il y avait un embouteillage entre Dongguan et Hong Kong, 70 pour cent du marché mondial de l'informatique en serait affecté' (Centre d'Information de Dongguan 2001).

Le 'facteur Dongguan' illustre à lui seul la transmissibilité des nouvelles technologies. En 1997, parmi les 14 'super' installations destinées à la production de semi-conducteurs en construction par des sociétés américaines et impliquant des investissements de plus de 1.5 milliard de dollars, quatre étaient situées en Asie du Sud Est.

Les changements ne se limitent pas à l'industrie électronique. Les grands progrès liés à l'industrie automobile sont également le résultat d'une restructuration mondiale des sociétés. La nouvelle Volkswagen Beetle, un des modèles les plus vendus en Europe est fabriquée dans une usine dernier cri utilisant les technologies les plus avancées en matière de robotique. Cette usine ne se trouve pas en Allemagne mais dans les locaux Volkswagen de Puebla, à 90 miles au Sud-Est de Mexico. En 1995, Volkswagen a décidé de fabriquer – exclusivement à Puebla – une nouvelle Beetle de distribution mondiale et a donc investi 1 milliard de dollars dans une nouvelle usine. Les 14.000 employés du site sont reliés à des milliers d'autres travailleurs à travers le monde par le biais du réseau mondial de fournisseurs de Volkswagen (Harrison 1998).

La mondialisation a transformé 'la voiture de la nation' en vestige du passé, brisant les frontières entre pays riches et pays pauvres. Quand le 'modèle T' de Henry Ford fut lancé sur les chaînes de montage de Detroit au siècle dernier, presque toutes les pièces qui le composaient, à l'exception du caoutchouc monté sur les roues, avaient été fabriquées aux USA. Ce modèle était, à proprement parler, 'made in America'. Aujourd'hui, les nouveaux modèles sont 'made in le monde entier'. Dans le milieu des années 1990, la Fiat Palio est sortie sur le marché, promue par la compagnie au grade de première 'voiture mondiale'. Fiat se référait à ses plans de production du même modèle à travers le monde en développement et a depuis commencé sa production en Chine, en Inde, en Egypte, en Turquie et au Venezuela. Mais le vrai côté international de la Palio est sa composition. Chaque site Fiat est relié par l'intermédiaire du réseau informatique dit «Flux d'information mondial» aux autres sites de Fiat et à des centaines de fournisseurs du système de production mondiale répartis dans des dizaines de pays (Camuffo et Volpato 2000).

Les nouvelles technologies, la libéralisation du commerce et l'investissement étranger renforcent les liens unissant – dans l'industrie automobile – les pays industrialisés et les pays en développement. En 1990, seul un cinquième des moyens de production de General Motors (GM) était situé hors des USA. En 2005 ce ratio atteindra 50% (Hanson 2001: 19). Le Brésil s'est transformé en vitrine de la nouvelle stratégie mondiale de GM basée sur des sites de production simples et flexibles, sur un approvisionnement mondial et sur des stratégies de commercialisation régionales. La production dans le pays a été multipliée par trois au cours de la dernière décennie. Les fabricants de composants suivent le sillage des fabricants d'automobiles. En 1986, le géant de l'équipement automobile Valéo n'avait que 7 de ses 33 sites situés dans des pays en développement. Aujourd'hui, il fait tourner quelques 43 sites à travers le monde en développement dont 21 en Amérique Latine (Humphreys 1999).

Bien que les secteurs de l'industrie manufacturière hautement consommatrice de main d'œuvre restent à la traîne en terme de croissance mondiale à l'export, ils n'ont pas échappé à l'impact révolutionnaire que constitue la conjonction de l'apparition des nouvelles technologies et de l'augmentation de la mobilité du capital. Deux processus se renforçant mutuellement sont en action. Le premier implique une intensification des tendances établies de longue date. La libéralisation du commerce, les nouvelles technologies et la mobilité du capital ont beaucoup facilité la délocalisation d'usines vers des sites offrant une main d'œuvre meilleur marché. Il y a cinq ans, Bloomington, dans l'Indiana était la 'capitale mondiale' autoproclamée de la télévision couleur. Cette ville accueillait Thomson Consumer Electronics, qui faisait tourner dans cette ville la plus grande usine de téléviseurs au monde. Aujourd'hui, l'usine Thomson ne se trouve pas à Bloomington mais dans une zone de libre-échange proche de Ciudad Juarez, ville au nord du Mexique (Abrams and Harney 2001) et exporte ses téléviseurs vers les USA. La région du Nord du Mexique est aujourd'hui la plus grande exportatrice de téléviseurs-couleurs parmi les pays de l'OCDE et représente plus des deux tiers des importations des États-Unis.

Le second processus est nouveau. Quand la société Singer a délocalisé ses usines d'Europe et des USA pour l'Asie de l'Est en 1960 et par la suite pour le Sud de ce même continent, ses usines étaient largement autonomes. Ceci a changé. Aujourd'hui, même les exportations de simples vêtements, en provenance des pays en développement, comprennent des produits fabriqués dans un grand nombre de sites de production. La main d'œuvre bon marché agit encore comme un aimant attirant les investisseurs, mais les usines dans les pays en développement font aujourd'hui partie intégrante d'un système mondial bien plus complexe relié aux consommateurs à travers les achats des chaînes de distribution au détail dans le monde industrialisé.

Prenons le cas de Fashun Wears, une usine prospère de taille moyenne se trouvant dans la zone industrielle d'Okhla à la périphérie nord de Delhi. Au début de 2001, l'usine réussissait à fabriquer 20 000 robes en velours pour enfant pour la chaîne de magasins GAP au prix normal de 2,50 dollars pièce. Elle était en concurrence avec des dizaines d'autres usines du réseau international de fournisseurs de GAP. Grâce à ce réseau, l'usine fabriquera les robes de A à Z. D'après les termes du contrat, Fashun Wears doit importer les doublures synthétiques et les boutons de fournisseurs désignés situés en Chine, les fermetures éclair de Corée du Sud et les collerettes d'un autre fournisseur situé en Inde. Les employés de Fashun Wears font partie intégrante du réseau mondial coordonné à travers le système international d'achats de GAP.

Les technologies de la communication rendent plus aisées la gestion et le contrôle de réseaux de fournisseurs géographiquement dispersés. Les flux d'information au sein de ces réseaux peuvent être gérés pratiquement sans coût, les transferts d'information numériques étant 'légers comme l'air'. Ceci a amené certains commentateurs à prédire la 'mort des distances' dans le domaine économique. Cette opinion semble quelque peu prématurée, tout particulièrement pour les économies des terres enclavées et des petites îles, mais il est certain que les coûts en baisse de la conteneurisation et du fret aérien renforcent les effets des nouvelles technologies de la communication qui, de leur côté, réduisent les obstacles que représentent les distances.

Bien que l'impact de la mondialisation sur le commerce de l'agriculture soit légèrement moins marqué que sur celui des produits manufacturés, il ne saurait être sous-estimé. D'importants changements s'y opèrent. Ces changements se manifestent par la rapide croissance de la demande des pays industrialisés en fruits exotiques et en légumes hors saison. Les nouvelles technologies et les coûts réduits des transports réduisent les distances entre les étagères des supermarchés des pays riches et les cultivateurs des pays pauvres. Le Mexique est aujourd'hui le principal fournisseur d'avocats et de tomates importés aux États-Unis. Les manges touts et les haricots d'Afrique sont aujourd'hui des denrées courantes dans les supermarchés européens aux côtés d'un éventail de fruits qui étaient rares il y a encore une décennie. La croissance rapide des exportations de fruits, de légumes et d'autres denrées agricoles en provenance des pays en développement crée de nouvelles formes d'emplois pour les femmes – et de nouveaux problèmes à travers le monde en développement (Barrientos 2001).

Le développement des chaînes mondiales de vente au détail est une preuve de plus de l'action des forces oeuvrant à la mondialisation. Répétons le, il n'y a rien de nouveau dans les investissements de la part des sociétés transnationales dans les pays en développement aux fins d'accéder à leurs marchés. Les hautes barrières à l'importation ont fortement incité les sociétés de commerce de détail à se localiser dans les pays en développement afin d'avoir accès à des marchés protégés. Unilever s'est fortement implantée sur le marché indien des détergents et General Motors a fait de même sur le marché de l'automobile brésilien parce que ces marchés étaient très vastes. Ce qui a changé, c'est la nature de ces investissements.

Aucune entreprise n'incarne les valeurs et les activités des nouveaux distributeurs mondiaux mieux que Wal-Mart, le commerçant le plus populaire chez les classes moyennes américaines. Aujourd'hui elle domine également le marché mexicain de la distribution. Les 520 magasins mexicains de Wal-Mart génèrent des ventes annuelles d'un montant de 9 milliards de dollars et représentent à peu près un tiers des 1.1 milliards de bénéfices générés à l'étranger (Luhnow D 2001). Dans le passé, les contraintes à l'importation obligeaient les détaillants étrangers, implantés au Mexique, à s'approvisionner auprès de fournisseurs locaux. Les restrictions tarifaires et non tarifaires avantageaient les producteurs nationaux. Depuis la libéralisation du commerce en 1994, ceci a changé. Le Mexique a beau être le plus grand producteur de maïs au monde, Wal-Mart de Mexico ne s'approvisionne pas pour autant auprès de cultivateurs mexicains. Son popcorn le plus vendu – Act 11 – est importé de la société américaine Con-Agra, avec laquelle Wal-Mart a passé un contrat d'approvisionnement exclusif. Dans le même temps, le secteur du maïs au Mexique est en pleine crise sociale à cause de la concurrence américaine qui menace les moyens de subsistance de près d'un million de personnes dans la 'ceinture de pauvreté' des états du Sud. Le maïs n'est pas une exception; presque tout ce qui est proposé sur les étagères des magasins de

Wal-Mart de Mexico est également importé ou produit sur les sites des compagnies étrangères sises dans les zones de libre-échange du pays. Les produits destinés à la filiale mexicaine proviennent par le même vaste système d'achat mondial qui relie entre eux les magasins de Wal-Mart à travers le monde. Avec l'importance qu'elle accorde à la centralisation et à la standardisation, Wal-Mart incarne bien les valeurs du nouvel ordre mondial (Zeller et al. 1997).

Le rôle des Sociétés Transnationales (STN)

Les nouvelles technologies ont rendu possible la mondialisation. Les sociétés transnationales l'ont réalisée. A travers leurs décisions d'achats, de production et d'investissement, elles ont créé une place de marché mondiale et donné l'impulsion menant à une interdépendance accrue.

Les sociétés transnationales ne sont pas des nouveaux venus sur la scène internationale. Depuis le temps de la Compagnie des Indes orientales aux dix-huitième et dix-neuvième siècles, les firmes privées sont le lien principal entre les producteurs des pays en développement et les consommateurs du monde industrialisé. Durant et après le colonialisme, les STN ont fourni, et fournissent encore, aux consommateurs du thé, du café, du sucre et des matières premières produites à travers le monde en développement. Un petit nombre de STN domine encore les marchés mondiaux des matières premières souvent de manière quasi monopolistique. Ce qui a changé, c'est le rôle et l'importance grandissants des STN dans le système commercial international. A l'instar d'autres aspects de la mondialisation, une part des changements est d'ordre qualitatif et une part est d'ordre quantitatif. La taille n'est pas tout dans la vie économique mondiale, mais elle joue pour beaucoup – et les STN le savent.

Collectivement, les sociétés opérant dans plus d'un pays représentent aujourd'hui à peu près un quart de la production mondiale. La production internationale réalisée sous les auspices de ces sociétés croît bien plus rapidement que les autres indicateurs économiques. L'intégration économique mondiale est dans une large mesure le produit de l'intégration des systèmes de production des entreprises. Les ventes annuelles à l'étranger des 100 plus grandes STN se montent à 2,1 billions de dollars (Nations Unies 2000). Pour donner un ordre de grandeur, c'est l'équivalent d'à peu près sept pour cent du PIB mondial et plus de 25 pour cent du commerce mondial. C'est aussi un chiffre supérieur aux PIB du Sous Continent Indien et de l'Afrique subsaharienne réunis, où habite un tiers de la population mondiale.

Dans un sens, de telles comparaisons sont d'un intérêt limité. Il est impossible de faire des comparaisons significatives entre la taille des STN et celle des économies nationales. Les actifs des sociétés ne sont pas les mêmes que ceux des nations et les ventes de ces mêmes sociétés ou leurs chiffres d'affaires ne sont pas comparables aux revenus des nations. Le produit national est un moyen de mesurer la valeur ajoutée de l'activité économique d'un pays alors que le chiffre d'affaire d'une société représente la valeur ajoutée plus le coût des consommations intermédiaires. Mais s'il est vrai qu'une comparaison au premier degré peut être d'un intérêt douteux en termes techniques ou analytiques, elle n'en donne pas moins un ordre de grandeur de l'importance de ces sociétés (Les données qui suivent proviennent des Nations-Unies 2000: Ch. 3).

Chiffres d'affaires et PIB confondus, 50 des 100 plus grandes entités économiques ne sont pas des pays mais des entreprises.

- Wal-Mart, General Motors et Ford ont un chiffre d'affaires supérieur au PIB de tous les pays d'Afrique réunis.
- Mitsubishi et Toyota présentent un chiffre d'affaires comparable au PIB de pays comme la Grèce ou le Portugal.
- Les ventes cumulées de Wal-Mart, d'IBM et de Nestlé sont équivalentes au PIB du Mexique ou de l'Inde.

Par le passé les STN domiciliées dans les pays industrialisés investissaient dans des pays en développement pour trois raisons principales: l'accès à une main d'œuvre bon marché, l'accès aux matières premières et aux produits de base et l'accès aux marchés locaux. La majeure partie de l'activité des STN était une simple opération bilatérale impliquant des transferts de biens entre deux pays, ou l'implantation dans un pays pour produire pour son marché intérieur. Avec la mondialisation rien n'a changé – et tout a changé.

La main d'œuvre bon marché, les produits de base et les marchés locaux agissent encore comme des aimants attirant les investisseurs. Toutefois, le rôle des STN en tant qu'intermédiaires entre deux pays a changé. Maintenant, ce sont les gardiens des marchés, des investissements et de la technologie: les trois conditions clés pour une intégration réussie dans l'économie mondiale.

- **Les marchés des entreprises.** L'approche selon laquelle le commerce mondial se résume à des pays s'échangeant mutuellement des biens est devenue anachronique. Le commerce est de plus en plus une affaire intra-entreprises. Les échanges entre STN représentent aujourd'hui à peu près les deux tiers des flux du commerce mondial, ce qui reflète la croissance du commerce 'intra-produit' (Bird et Rajan 2001: 3). L'accès aux marchés mondiaux est de plus en plus fonction de la participation aux marchés intérieurs des entreprises, tout particulièrement dans les domaines de la haute technologie, de la microélectronique et de l'automobile. Une grande part de la croissance du commerce Sud-Sud qui accompagne la mondialisation va de pair avec la croissance du commerce intra-entreprises. Par leur contrôle du marché de l'information et des marques, les STN sont aussi les gardiens de l'accès aux marchés de consommation pour des produits tels que les textiles et le prêt-à-porter.
- **Les investissements à l'étranger des entreprises.** L'inexorable progrès du commerce intra-entreprises est la conséquence des IDE. Le contrôle des IDE est fortement concentré. Les 500 plus grandes STN représentent plus de 80 pour cent de l'investissement étranger et leur part s'accroît avec le temps (Les Nations Unies 1999: Ch 3). Pour un nombre croissant de pays en développement, les exportations sont étroitement liées à l'investissement. Les STN représentent plus d'un tiers des exportations en provenance des pays rapidement mondialisés comme le Mexique, la Chine et la Malaisie et plus de 80 pour cent des exportations de produits manufacturés en provenance de pays comme le Bangladesh ou le Honduras (Les Nations unies 1999: 245).
- **Les nouvelles technologies.** Dans un marché mondial dominé par les nouvelles technologies, l'accès à la technologie est une condition essentielle pour une entrée réussie. Les technologies utilisées pour fabriquer des produits micro-électroniques exportés des Philippines, des pièces pour automobiles du Mexique, et du prêt-à-porter du Bangladesh sont toutes importées. Le transfert de technologie n'est pas

un simple échange. Les nouvelles technologies nécessaires à la compétitivité sur les marchés mondiaux sont le produit de la recherche et du développement (R&D) menés à bien par les STN. Par exemple, 100 STN seulement représentent presque les deux tiers de toute l'activité de R&D aux USA, lesquels comptent à leur tour pour 40 pour cent de la R&D mondiale (Nations Unies 1999: 199). La technologie de pointe est souvent brevetée – et le détenteur du brevet peut dicter les termes de l'échange. Dans une économie basée sur la connaissance, le contrôle de la technologie, et les profits engendrés par celle-ci sont au cœur d'éternels conflits au sein de l'OMC ayant pour objet les droits de propriété intellectuelle.

Vieilles tensions et nouveaux développements

L'idée selon laquelle la mondialisation est quelque chose de nouveau est une conception de la fin du vingtième siècle. Bien des sujets qui dominent aujourd'hui les débats sur le commerce et la finance auraient été familiers à un public des années 1930. Il y a d'importants éléments de continuité mais aussi d'énormes différences.

Une des caractéristiques de la mondialisation rappelant fortement les années 1920 est l'effet déstabilisateur joué par marchés des capitaux. Le catalyseur de l'échec de la dernière vague d'intégration dans les années 1920 fut une implosion financière qui à son tour déstabilisa le commerce mondial. Durant la dernière décennie, une succession de crises financières, au Mexique (fin 1995), dans l'Asie du Sud-est, au Brésil, en Russie (1997) et en Argentine (2001) fournit un rappel des plus opportuns de l'ampleur des crises systémiques. Chaque crise a été accompagnée par des attaques spéculatives sur les monnaies nationales et de tentatives bien mal gérées de les sauver. Le fait que le système financier international soit sorti indemne de chacun de ces épisodes ne saurait diminuer l'ampleur du désastre subi par quelques uns des pays en développement. Les indonésiens et les argentins ordinaires ont autant subi des pertes économiques et souffert d'une instabilité politique que les peuples d'Europe durant l'entre-deux-guerres.

De semblables observations pourraient être faites au sujet du commerce. L'une des raisons pour lesquelles tant de pays se sont repliés sur eux-mêmes dans les années 1930 était qu'ils partageaient une (fausse) conviction que la participation au commerce international n'offrait que des avantages limités et coûteux. L'effondrement des marchés des matières premières a généré la propagation de la pauvreté et de l'instabilité. On n'avait aucune confiance en la Société des Nations – l'institution mise sur pied, à la fin de la première guerre mondiale, entre autres pour gérer les relations commerciales - pour résoudre le problème. Aujourd'hui, les profits du commerce peuvent paraître évidents aux gagnants des pays riches, mais les pays en développement posent aussi des questions légitimes au sujet des profits générés par l'ordre commercial actuel – un ordre qui leur impose des coûts élevés d'adaptation au fur et à mesure qu'ils libéralisent, alors qu'il leur refuse l'accès aux marchés des pays industrialisés et ignorent leurs problèmes relatifs au commerce des matières premières (voir chapitre 6). L'OMC est perçu par beaucoup – et à juste titre – comme étant une partie du problème.

Il y a d'autres parallèles frappants. Durant les années 1930, la crise du commerce international s'accompagnait d'une recrudescence des mouvements nationalistes et xénophobes. Le sentiment 'anti-étranger' était largement répandu, autant que le

sentiment que les pays les plus pauvres commerçaient de manière déloyale, profitant de l'avantage que constituent les bas salaires, le travail des enfants et des normes d'emploi de bas niveau. L'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'organisme créé pour prévenir le commerce 'déloyal', était perçu par beaucoup comme un fiasco. Au sein des pays industrialisés nombreux sont aujourd'hui ceux qui pensent que les règles du commerce mondial et les pratiques des STN génèrent un nivellement par le bas, rabaisant tous les travailleurs au niveau des plus exploités.

Le monde d'aujourd'hui est différent de celui des années 1920 et 1930. Toutefois, il y a une caractéristique commune à ces deux mondes: le processus de rapide intégration économique n'a pas été complété par le développement d'institutions mondiales crédibles. Les risques en résultant sont remarquablement similaires.

De nouveaux développements en matière de mondialisation sont en train de transformer la vie de millions de personnes, principalement dans le domaine de l'emploi. L'un des développements les plus frappants de ces deux dernières décennies a été la 'féminisation' de la main d'œuvre à travers bien des pays en développement (Fontana et al. 1998). Au début des années 1990, un cinquième de la main d'œuvre en Amérique latine était féminine. Ce ratio atteint aujourd'hui un tiers (Mehra et Gammage 1999:536). La création d'emplois pour les femmes a été importante surtout dans les industries exportatrices. On estime que plus de 90 pour cent de la main d'œuvre dans les zones franches (plus de 20 millions de personnes) est constituée de femmes (van Heerden 1999). La croissance phénoménale des exportations chinoises est de plus en plus alimentée par une main d'œuvre numériquement dominée par les femmes, avec une estimation de quelques 24 millions de femmes employées au montage dans les seules zones économiques spéciales (Knox 1997). L'engouement pour l'emploi des femmes est particulièrement élevé dans les vieilles industries hautement consommatrices de main d'œuvre comme celle du prêt-à-porter et des secteurs à croissance dynamique comme la microélectronique qui ont attiré un grand nombre de femmes jeunes, lettrées et généralement célibataires. L'emploi a généré des revenus et des opportunités en même temps que des pratiques augmentant la précarité de la situation des employé(e)s (voir chapitre 3).

Dans le monde industrialisé les marchés de l'emploi sont aussi en pleine mutation. Les changements engendrés par la mondialisation ont entraîné une plus grande précarité de l'emploi, souvent accompagnée d'une assurance sociale au rabais. Les travailleurs non qualifiés sont de plus en plus désavantagés. Les raisons d'un tel phénomène sont complexes: un commerce accru, des mutations technologiques et des choix politiques interagissent. Il y a pourtant une opinion répandue, bien que largement erronée, selon laquelle les créations d'emplois dans les pays en développement se sont faites aux dépens des emplois dans les pays industrialisés (voir chapitre 3).

Malgré tous les changements révolutionnaires qui accompagnent l'intégration nous devons garder à l'esprit que la mondialisation a ses limites. Si les marchés des capitaux ont pu se mondialiser, rien de vraiment comparable ne s'est produit sur les marchés du travail. Le nombre de personnes vivant hors les frontières de leur pays de naissance croît relativement lentement, d'à peu près deux pour cent l'an. Néanmoins, la mondialisation crée de nouvelles demandes de mobilité de main d'œuvre. On estime aujourd'hui à 20 millions le nombre d'immigrants légaux dans l'Union Européenne et à trois millions celui des clandestins. Une étude récente suggère qu'il y aurait aux Etats-Unis sept millions d'immigrants de naissance mexicaine dont seulement cinq millions auraient un statut légal (Oxford Analytica 2000).

Contrairement à la dernière vague de mondialisation de la fin du dix-neuvième siècle, le mouvement des travailleurs est strictement contrôlé – du moins pour ce qui est des pauvres. Les travailleurs qualifiés opèrent déjà dans un monde largement sans frontières. Plus d'un tiers de la main d'œuvre de la Silicon Valley américaine est originaire du sous-continent indien (Financial Times 2000). Dans le cas de l'Afrique, des études montrent qu'un tiers de la population ayant achevé le cycle de l'enseignement supérieur vit hors des frontières de son pays de naissance. Malgré des envois d'argent qui se montaient à 52 milliards de dollars en 1998, les coûts de la fuite des cerveaux dans une économie mondiale basée sur le savoir sont très hauts. L'Inde à elle seule perd l'équivalent de 700 millions de dollars en revenus (Desai 2001).

Contrairement à leurs homologues qualifiés, les travailleurs non qualifiés sont soumis à des contrôles très stricts. Les flux de capital humain sont aujourd'hui davantage déterminés par les politiques d'immigrations des pays riches que par l'inégalité des chances économiques. Ajoutés à la misère noire et à l'instabilité vécues par de larges tranches de la population mondiale, ces contrôles stimulent un secteur du commerce à croissance rapide: le trafic illégal d'êtres humains. Pour un mexicain non qualifié ayant réussi à pénétrer le marché du travail américain, le bénéfice correspond à une augmentation de neuf fois son salaire. De telles rémunérations incitent à de grandes prises de risques, ayant des fois des conséquences fatales. Une estimation suggère que plus de 9 millions de dollars sont annuellement dépensés par des personnes essayant de contourner les contrôles de l'immigration (Bloom et Murshed 2001).

Le commerce international est bien supposé promouvoir la paix en reliant les destinées économiques des pays. C'est parfois le cas comme le montre l'objectif qui guidait les fondateurs de l'Union Européenne. Toutefois, les effets de la mondialisation ne sont pas toujours bénins. Dans des situations de faillite de l'État, le commerce international peut générer des forces destructrices. Les mêmes technologies et infrastructures de transports facilitant des transferts économiques légitimes peuvent être utilisés pour blanchir de l'argent et acheter des armes. Le trafic de drogues illégales est une industrie qui génère quelques 500 milliards de dollars par an, aidant ainsi à soutenir la guerre civile en Colombie (Bloom et Murshed 2001). Plus généralement, le commerce des matières premières peut contribuer à perpétuer des cycles de conflits et la pauvreté comme en Afrique de l'Ouest et en Angola. Comme dans le cas des marchés de capitaux, le monde doit encore élaborer des institutions et des systèmes de coopération capables de répondre aux problèmes engendrés par la mondialisation (voir chapitre 7).